



Robert Milton, président de ACE Aviation

MILTON NE VEUT PAS HAUSSER LES SALAIRES
NÉGOCIATIONS DIFFICILES EN VUE CHEZ AIR CANADA

PAGE 3

↗	S&P/TSX 12190,58 141,79 (1,18 %)
↗	TSX CROISSANCE 2847,43 57,28 (2,05 %)
↗	QUÉBEC 30 1173,94 13,60 (1,17%)
↗	DOW JONES 11215,70 61,16 (0,55%)
↘	DOLLAR 85,33 ¢ US -0,14 ¢

Autre record à Toronto

Bombardier, le pétrole et les produits de base propulsent l'indice S&P/TSX.

PAGE 2

Arrivée en trombe du détaillant suédois H&M

Au moins cinq magasins dans la région de Montréal avant la fin de l'année... et peut-être même un sixième !

PAGE 5

Le brouillard autour du contrat première embauche

Le débat sur le CPE, en France, est plutôt difficile à comprendre dans d'autres sociétés...

PAGE 7

LPA 50 : la moitié des entreprises dépassent les attentes

Malgré la hausse du huard et des coûts de l'énergie, les profits sont au rendez-vous.

PAGE 12

LE CHIFFRE DU JOUR
626 000

L'emploi généré par le tourisme a crû de 1,7% en 2005 pour atteindre 626 000. Il s'agit de la croissance la plus marquée dans ce secteur depuis 2000.

Source : Statistique Canada

ENTREPRISE À VENDRE ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

Une éclaircie pour Bombardier

Le titre s'envole après des résultats supérieurs aux attentes

MARIE TISON

Le titre de Bombardier a littéralement décollé hier en réaction au revirement financier effectué par l'avionneur en 2006.

L'action de catégorie B de Bombardier a gagné plus de 20 %, ou 54 cents, hier, pour clôturer à 3,22 \$ à la Bourse de Toronto.

« Je suis heureux d'annoncer que nous sommes redevenus profitables et que nous entendons nous améliorer encore », a déclaré le président du conseil et chef de la direction de Bombardier, Laurent Beaudoin, au cours d'une téléconférence destinée aux analystes financiers hier.

Grâce notamment à la croissance du marché des avions d'affaires, Bombardier a enregistré un bénéfice net de 249 millions de dollars pour

l'exercice financier qui s'est terminé le 31 janvier dernier. L'exercice précédent s'était soldé par une perte nette de 85 millions.

Bombardier a notamment déclaré un bénéfice net de 5 cents par action pour le quatrième trimestre, alors que, selon Thomson Financial, les analystes s'attendaient à un bénéfice net de seulement 3 cents par action.

« Ceux qui ont écrit la notice nécrologique de Bombardier ont agi prématurément », a commenté Richard Stoneman, analyste à la firme Dundee Securities.

Il a indiqué que plusieurs investisseurs avaient fixé toute leur attention sur le biracteur régional CRJ200, en perte de vitesse, oubliant que Bombardier produisait d'autres appareils qui se vendaient très bien.

M. Beaudoin a également fait valoir que Bombardier avait réduit l'ensemble de sa dette de 2,5 milliards. Plus spécifiquement, la dette à long terme est passée de 5,7 à 4,7 milliards, soit une réduction de 1 milliard. Bombardier entend réduire cette dette à long terme d'un autre 1,1 milliard au cours de l'exercice en cours.

Tout n'est cependant pas rose. C'est ainsi que des transporteurs aériens américains en difficulté financière, soit Northwest Airlines, Delta Air Lines et Independence Air, ont retourné à leurs créanciers ou ont annoncé le retrait d'une centaine d'appareils CRJ100 et CRJ200.

➤ Voir **ÉCLAIRCIE** en page 4

AUTRE TEXTE

Le métro de Montréal, en page 5

UN MILLIARD EN UN JOUR

Valeur hier matin
4,69 milliards \$

Valeur hier soir
5,64 milliards \$

+20% en Bourse

DÉLOCALISATIONS CHEZ CGI

EMPLOIS PERDUS	EMPLOIS GAGNÉS
Toronto 420	Bangalore, Inde 1200*
Montréal 360	Russell, Virginie 300
Reste du monde 220	Canada atlantique 200

*200 d'ici la fin de l'année, le reste à partir de 2007.

PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

La cause: « recul significatif » des revenus provenant de BCE

MAXIME BERGERON

Le groupe CGI supprimera 1000 emplois d'ici la fin de l'année, principalement au Canada, mais souhaite par contre créer 1200 postes en Inde à moyen terme.

Pour expliquer les coupes, la firme québécoise de services informatiques a entre autres blâmé le « recul significatif » de la valeur de ses contrats avec Bell Canada Entreprises (BCE), son principal client et ancien actionnaire.

Les embauches massives prévues en Inde n'ont toutefois aucun lien avec l'abolition de postes au Canada, a insisté hier Michael Roach, président et chef de la direction, pendant une téléconférence.

À Montréal, 360 postes seront éliminés, comparativement à 420 à Toronto, et 220 dans le reste du réseau mondial de CGI. Hier, environ 500 personnes se sont fait montrer la porte, dont 150 dans la métropole.

Le reste des coupes se fera graduellement d'ici la fin de l'année.

Les suppressions touchent toutes les catégories d'employés, cadres comme salariés.

« C'est sûr que c'est très insécurisant, le climat est très lourd », a confié une adjointe de direction à sa sortie des bureaux de CGI, si-

tués dans la Cité du commerce électronique, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal.

« Pendant qu'on était en réunion, il y avait des collègues qui vidaient leurs bureaux, l'ambiance était bizarre », a pour sa part indiqué un consultant informatique.

CGI affirme qu'en fin de compte, la suppression de 1000 emplois aura un effet à peu près nul sur l'effectif total de 25 000 employés de l'entreprise.

D'ici la fin de l'année, la société créera 200 postes dans le Canada atlantique, notamment à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, et 200 autres en Inde.

Le groupe cherche aussi à recruter 300 personnes en Virginie, pour mieux servir ses clients américains. Cela représente en tout 700 emplois.

Dès janvier prochain, CGI commencera en outre l'embauche de 1000 nouveaux employés à Bangalore, en Inde, où des bureaux de 100 000 pieds carrés sont présentement en construction. À terme, cela doublera les effectifs de l'entreprise dans ce pays.

➤ Voir **CGI** en page 4

Un carnet qui inquiète

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – D'habitude, les investisseurs boursiers apprécient les compressions d'emplois, qu'ils perçoivent comme un signal de baisse des coûts et de hausse des profits.

Mais pas cette fois-ci pour CGI, le meneur canadien des

services informatiques qui tranchera au moins 1000 emplois au cours des prochains mois.

En fait, les investisseurs ont laissé choir les actions de CGI de 11 % en cours de séance, hier, à la Bourse de Toronto.

➤ Voir **SIGNAL** en page 4



SPÉCIAL RELÂCHE ET PRINTEMPS

HÉBERGEMENT ET SKI (2 JOURS)

Gratuit + 3^e JOURNÉE DE SKI
• LECONS DE GUY
POUR ADULTES
• HALTE-GARDERIE

99\$*

PAR PERSONNE
PAR NUIT

*Tarif par personne par nuit pour 2 adultes et 1 enfant dans une chambre d'hôtel de catégorie Argent aux Suites Tremblant. Forfait disponible du dimanche au vendredi, du 26 février à la fin de saison. Minimum de nuitées requises selon la période. Réservation au moins 36 h à l'avance. Redevance, taxes et frais de service en sus. Certaines conditions s'appliquent. *Détails sur restezacoucher.ca



De la neige
COMME NULLE
PART AILLEURS!



LES SUITES TREMBLANT

1 800 709-3507

restezacoucher.ca

3374892A

3374828

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

85,33 ¢US

VARIATION -0,14 ¢

0,7089 €

VARIATION -0,0028 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US 1,1719 \$

UN EURO 1,4110 \$

AUTRES DEVISES

Australie	dollar	0,8283
Chine	renminbi	0,1461
Grande-Bretagne	livre	2,0347
Hong Kong	dollar	0,1511
Inde	roupie	0,0262
Japon	yen	0,0100
Mexique	peso	0,1072
Norvège	couronne	0,1768
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7090
Suède	couronne	0,1496
Suisse	franc	0,8953

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

66,46 \$US

VARIATION 0,38 \$US

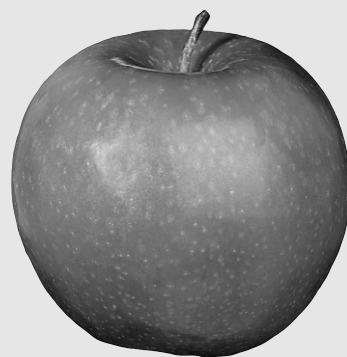
Light Sweet crude 68,08 \$US

North Sea Brent 64,82 \$US

OR (NY Gold)

573,00 \$US

VARIATION +6,40 \$US



POMME DE DISCORDE

LONDRES — La «granny smith» d'Apple Corps, le label musical des Beatles, contre la pomme multicolore d'Apple Computer : Le combat judiciaire a débuté hier à Londres, les Beatles reprochant à la société informatique d'utiliser le logo pomme pour vendre ses iPod et sa bibliothèque musicale iTunes.

À la base de cette querelle, un accord de 1991 signé entre Apple Corps et Apple Computer en vertu duquel Steve Jobs, patron de la société informatique, s'était engagé à ne pas utiliser sa pomme et le nom Apple dans le secteur de la musique.

Si, initialement, Apple Computer s'est certes limité au secteur des ordinateurs, des télécommunications et des logiciels de transmission de données, comme prévu, la frontière a été allègrement franchie en 2001 avec la naissance des iPod, puis avec l'ouverture du magasin de musique en ligne iTunes, en 2003.

L'avocat d'Apple Corps a notamment souligné les énormes bénéfices générés par iTunes pour Apple Computer, avec quelque 3 millions de chansons téléchargées chaque jour.

Fondée en 1968 par les Beatles, Apple Corps reste aujourd'hui la propriété de Paul McCartney, de Ringo Starr et des ayants droit des deux Beatles décédés, John Lennon et George Harrison.

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2337,78	33,32	1,45
S&P 500 (New York)	1302,89	9,66	0,75
Mexico Bolsa	19132,34	202,36	1,07
Brazil Bovespa Stock	37491,57	809,36	2,21
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3505,23	7,26	0,21
FTSE 100 (Angleterre)	5959,20	23,50	0,40
CAC 40 (France)	5180,25	30,26	0,59
DAX (Allemagne)	5914,78	24,15	0,41
IBEX 35 (Espagne)	11817,30	43,10	0,37
Milan MIB30 (Italie)	37792,00	255,00	0,68
Amsterdam Exchanges	468,99	1,24	0,27
OMX (Stockholm)	1059,93	7,26	0,69
Swiss Market (Suisse)	7983,41	10,50	0,13
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16938,41	248,17	1,49
Hang Seng (Hong Kong)	15745,11	-111,47	-0,70
S&P/ASX 200 (Australie)	5090,50	4,70	0,09

LA PRESSE AFFAIRES



LAPRESSEAFFAIRES.COM
Venez discuter de Bourse et d'actualité financière.
www.lapresseaffaires.com/forum

Un (autre) record à Toronto

REVUE

BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE ET BLOOMBERG

TORONTO — Le cours du pétrole a de nouveau propulsé la Bourse de Toronto, hier, alors que l'indice S&P/TSX a bondi de 141,79 points, à 12 190,58. Il s'agit d'un nouveau record. Le dernier remontait à vendredi seulement. L'indice principal de Bay Street s'est apprécié de 8,15 % depuis le début de l'année, une allure qui, de l'avis de certains analystes, ne peut pas durer.

« Je m'avoue un peu surprise de le voir rendu aussi loin », commente Chyanne Fickes, de la maison Stone Asset Management. Selon cette spécialiste, le marché pourrait subir des turbulences l'été prochain, même si les données de base lui semblent adéquates pour que le secteur de l'énergie reste stable et même se renforce.

« Les bénéfices sont supérieurs aux attentes depuis trois ans et demi », observe George Vasic, stratège de UBS Securities Cana-

da, à Toronto. Il serait peu sage de faire un pari contre « l'erre d'aller » du Standard & Poor's/TSX en ce moment, ajoute-t-il.

Encore une fois, la hausse de l'indice torontois coïncide avec une augmentation du prix du brut.

Au Mercantile Exchange new-yorkais, le brut léger pour mai a avancé de 38 cents US, à 66,45 \$ US le baril, au lendemain d'un gain

Encore une fois, la hausse de l'indice torontois coïncide avec une augmentation du prix du brut. Au Mercantile Exchange new-yorkais, le brut léger pour mai a avancé de 38 cents US, à 66,45 \$US le baril.

substantiel de 1,91 \$US. La cote de l'essence aussi a augmenté alors que le département de l'Énergie notait, sur les quatre dernières semaines, une progression de la demande quotidienne de ce carburant de 1,3 % en écart annuel.

Le huard n'a toutefois pas suivi ce mouvement haussier. Le dollar canadien a subi un autre recul modeste, cette fois de 0,14 cent, pour s'arrêter à 85,33 cents US.

Parmi les titres en forte hausse, celui de Bombardier s'est distingué. Il

est monté de 54 cents, à 3,22 \$ à Toronto, avec un gros volume de 33,8 millions d'actions échangées, le jour où le groupe industriel annonçait un bénéfice net annuel de 249 millions de dollars, comparé à une perte un an plus tôt (voir le texte à la première page de cette section).

« Peut-être allons-nous en acheter de nouveau », a indiqué Benoît Brillon, gestionnaire de patrimoine de Natcan Investment Management,

à Montréal, qui participe à la gestion d'environ 5,1 milliards US en actifs et qui ne détient pas d'actions de Bombardier. « Les gens avaient un sentiment négatif à l'égard de cette compagnie, dit-il. Il y avait un grand nombre de vendeurs à découvert de ce titre. »

M. Brillon a expliqué que les investisseurs qui avaient parié contre l'action de Bombardier ont contribué à ses gains boursiers hier lorsqu'ils ont décidé de modifier leurs positions, ce qu'on appelle

une reprise de couverture de position à découvert. Les actions vendues à découvert contre Bombardier ont atteint 8,2 millions le mois dernier, soit 31 fois le volume moyen quotidien. C'est le plus fort rapport en au moins quatre ans. Les vendeurs à découvert empruntent des actions et les vendent en escomptant les racheter à des prix plus bas.

Dans le secteur de l'énergie, Nexen a gagné 2,11 \$, à 66,30 \$, EnCana a grossi de 1,41 \$, à 56,38 \$, et Shell Canada a pris 5 cents, à 41,35 \$.

Ailleurs dans les ressources, l'aurifère Bema Gold a crû de 20 cents, à 5,19 \$, et Goldcorp s'est adjugé 1,02 \$, à 33,42 \$.

Le fournisseur montréalais de services informatiques CGI a pour sa part laissé 54 cents, à 7,93 \$, alors qu'il annonçait 1000 abolitions de postes à la suite d'une diminution de travail chez son client BCE, dont l'action est montée de 30 cents, à 28,45 \$. Le détaillant en lingerie La Senza a augmenté de 1,85 \$, à 21 \$, à la suite de la nouvelle d'une hausse du dividende ainsi que d'un profit annuel accru.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles a pris 61,16 points, à 11 215,70, et le S&P 500 est monté de 9,66 points, à 1302,89.



PHOTO KEVIN LEE, BLOOMBERG NEWS ©

Un cycliste passe devant un champ pétrolifère de la compagnie Sinopec, dans la province de Shandong, en Chine. La Chine est en quête de pétrole et d'autres ressources pour alimenter sa croissance économique qui atteint près de 10 % par année.

La Chine se tourne vers l'Angola pour son pétrole

BLOOMBERG

L'Angola a dépassé l'Arabie Saoudite le mois dernier pour devenir le plus important fournisseur de pétrole de la Chine au moment où la quatrième économie au monde se tourne vers l'Afrique pour faire face à la hausse de la demande.

Au cours des deux premiers mois de cette année, l'Angola a expédié 456 000 barils de pétrole en Chine, selon Petromatrix, une compagnie suisse de gestion du risque. Il s'agit là de 15 % des importations pétrolières chinoises et c'est davantage que ce qu'ont fourni l'Arabie Saoudite et l'Iran, les deux premiers exportateurs de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP).

Le Congo et la Guinée-Équatoriale font aussi partie des 10 premiers fournisseurs de pétrole de la Chine.

Le commerce de la Chine avec l'Afrique a triplé depuis 2002, alors que la Chine est en quête de pétrole et d'autres ressources pour alimenter sa croissance économique qui atteint près de 10 % par année. China Petroleum & Chemical Corp., ou Sinopec, a consenti la semaine dernière à participer à la construction d'une raffinerie de 3 milliards de dollars américains en Angola. Pour sa

part, Cnooc Ltd. avait accepté en janvier dernier de verser 2,27 milliards US pour une participation dans un champ pétrolifère du Nigeria.

« L'Angola et d'autres pays africains sont attrayants aux yeux de la Chine parce qu'ils augmentent leur production et parce que leur pétrole brut y est de très bonne qualité », explique Tony Regan, directeur et premier consultant du

production, à 2 millions de barils par jours, au cours des trois prochaines années.

Par rapport à la période correspondante de 2005, les importations de pétrole par la Chine ont fait un bond de 34 %, à 179 millions de barils, au cours des deux premiers mois de la présente année, selon des données douanières. La demande augmente tandis que les constructeurs automobiles

La demande de pétrole augmente en Chine tandis que les constructeurs automobiles de Chine vendent plus de 500 000 voitures, autobus et camions par mois.

cabinet-conseil en énergie TriZen, à Singapour. « L'Angola est un nouvel acteur, gros et sérieux », ajoute-t-il.

La Chine, dont les importations pétrolières ont triplé en cinq ans, a accepté de prêter 3 milliards US à l'Angola et de mettre en valeur des réserves en eaux profondes au moment où elle est en concurrence avec les États-Unis pour le pétrole de l'ouest de l'Afrique. Chevron, de San Ramon, en Californie, est le premier producteur de pétrole de l'Angola, pays susceptible de presque doubler sa

de Chine vendent plus de 500 000 voitures, autobus et camions par mois. Selon Petromatrix, les importations de pétrole par l'Asie ont augmenté de 15 % en janvier et février derniers comparativement aux deux premiers mois de 2005.

La production pétrolière en Angola, deuxième exportateur de l'Afrique subsaharienne derrière le Nigeria, pourrait atteindre 2 millions de barils par jour d'ici 2008 comparativement à 1,25 million l'an dernier, selon un rapport publié en janvier dernier par la

U.S. Energy Information Administration. Les deux tiers de la population angolaise vivent de l'agriculture et avec moins de 1 \$US par jour, soulignait le rapport.

Les réserves prouvées de l'Angola ont triplé au cours des sept dernières années, Chevron, BP et d'autres compagnies ayant trouvé du pétrole au large de la côte atlantique du pays. Le brut de l'Angola et d'autres pays de l'ouest de l'Afrique est peu sulfureux et il est prisé des raffineurs parce que plus facile à transformer en essence.

Mardi, le Cabinda, brut de premier choix de l'Angola, s'échangeait au prix de 62,73 \$US le baril à Londres, soit 2,05 \$US de moins que le brut Brent, selon des données compilées par Bloomberg.

« Les raffineries chinoises ont été conçues pour traiter leurs propres bruts, qui sont en général peu sulfureux », indique Ong Eng Tong, un consultant du courtier en pétrole Mabanaf International, de Hambourg. « Ainsi, toutes choses étant égales par ailleurs, il serait plus

prudent pour les Chinois d'utiliser du pétrole de l'Angola plutôt que de l'Arabie Saoudite », ajoute-t-il.

L'Angola, où une guerre civile de 27 ans a pris fin en 2002, est une ancienne colonie portugaise de 11 millions d'habitants. La production pétrolière forme 45 % de l'économie du pays, une affaire de 24 milliards US, selon un rapport de la Central Intelligence Agency (CIA). Selon De Beers, l'Angola est aussi le cinquième producteur de diamants au monde.



PHOTO MARTIN TREMBLAY, LA PRESSE ©

Air Canada et son PDG, Robert Milton (notre photo), se préparent à entamer des pourparlers avec environ 25 000 employés représentés par cinq syndicats.

Les payes ne décolleront pas chez Air Canada

BLOOMBERG

ACE Aviation, propriétaire d’Air Canada, trouvera « difficile » de satisfaire aux demandes de hausses de salaires de ses employés cette année parce que la rémunération baisse chez les autres sociétés aériennes, fait valoir Robert Milton, PDG du transporteur. « Les syndicat et les employés veulent des hausses de salaire, a indiqué M. Milton à des reporters, hier, à la suite d’un discours à Ottawa. Il est très difficile d’envisager ce genre de changement parce que presque partout en Amérique du Nord, les salaires

baissent de manière très, très significative. »

Air Canada se prépare à entamer des pourparlers avec environ 25 000 employés représentés par

diqué hier Isabelle Arthur, une porte-parole d’Air Canada.

L’Association des pilotes d’Air Canada, qui représente environ 3100 membres, cherche à récupé-

« Presque partout en Amérique du Nord, les salaires baissent de manière très, très significative. »

cinq syndicats. Leurs conventions collectives, qui se terminent en 2009, prévoient des négociations sur les salaires cette année et empêchent un lock-out ou une grève.

Aucune date pour les discussions n’a encore été arrêtée, a in-

rer une partie des salaires perdus au moment où Air Canada a effectué sa réorganisation en vertu de la loi sur les faillites. Air Canada vole de nouveau de ses propres ailes depuis octobre 2004.

« L’entreprise est de nouveau

rentable, a indiqué hier Carl Mavromichalis, porte-parole du syndicat des pilotes. La distribution de 250 millions aux actionnaires montre que la société a réalisé de grands progrès, alors nous cherchons à faire reconnaître cela. »

M. Milton a précisé que le différend pourra être réglé par un arbitre indépendant. « Je pense que nous avons un bon mécanisme de résolution des conflits, qui comprend l’arbitrage obligatoire. Donc, quelqu’un de juste et d’indépendant peut déterminer les salaires. »

Jazz, la division de transport régional d’Air Canada, négocie séparément avec ses employés et elle offre des programmes de partage des bénéfices qui pourraient ajouter jusqu’à 2000 \$ par année au salaire de chaque employé.

Hier, le titre de ACE a perdu 36 cents à 34,04 \$ à la Bourse de Toronto. L’action a reculé de 3,1 % cette année.

FONDS DE REVENU PAGES JAUNES

4,5 millions pour le PDG Marc Tellier

LA PRESSE

Le président-directeur général du Fonds de revenu Pages Jaunes, Marc Tellier, a encaissé une rémunération totale de 4,46 millions de dollars en 2005 soit 55 % de plus qu’en 2004, révèle la circulaire envoyée aux porteurs de parts en prévision de la prochaine assemblée générale, le 9 mai prochain.

La rémunération de M. Tellier inclut un salaire de base de 593 188 \$ et une prime de 1,67 million de dollars, dont 625 000 \$ est liée à l’acquisition et à l’intégration de la compagnie Advertising Directory Solutions Holdings.

Au cours de l’exercice, Marc Tellier a également convertit des options qui lui avaient été octroyées par l’entreprise pour une valeur de 2,2 millions de dollars. Au total, il a donc encaissé 4,46 millions comparativement à 2,45 millions en 2004.

Le contrat de travail de M. Tellier prévoit qu’il recevra trois fois son salaire annuel de base en cas de cessation d’emploi, plus la prime obtenue l’année précédant son départ.

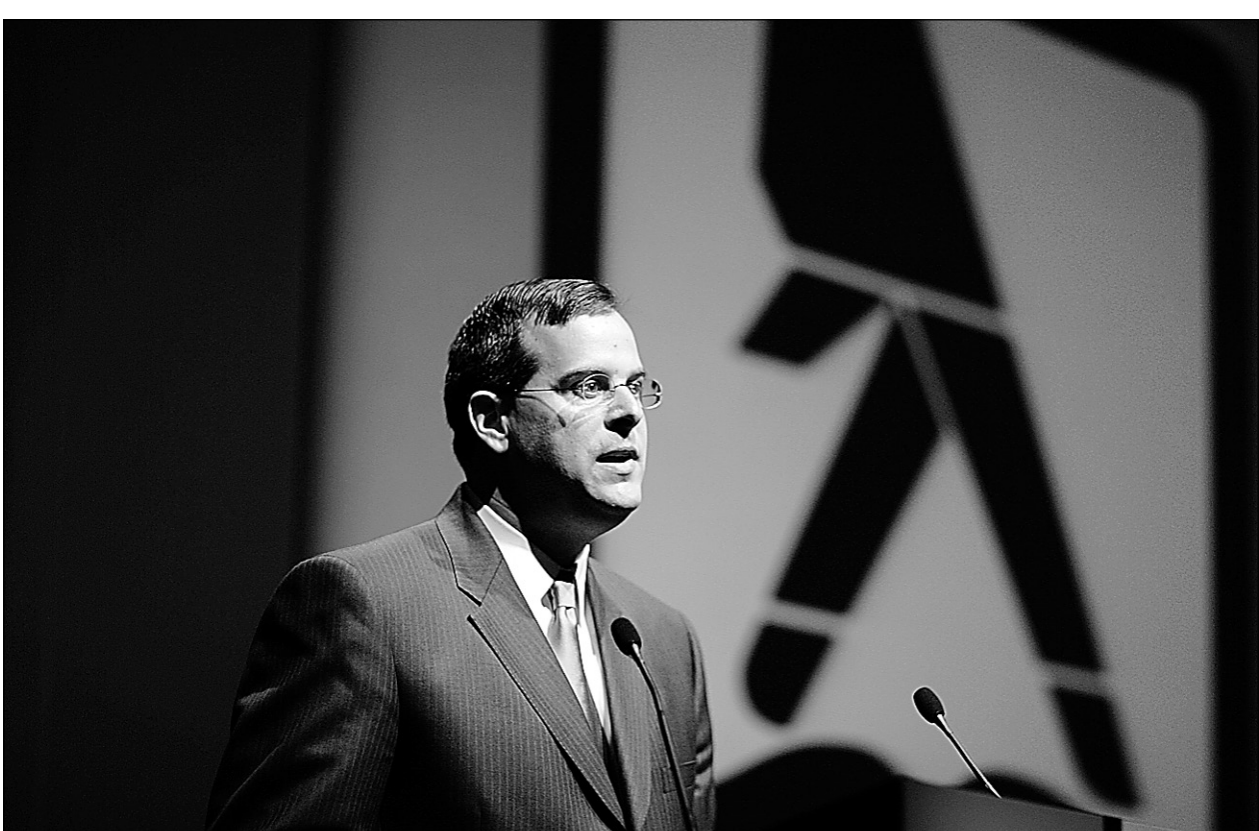


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE ©

Marc Tellier a converti des options qui lui avaient été octroyées par son entreprise pour une valeur de 2,2 millions de dollars.

Chef des finances, quel est votre salaire?

RICHARD DUFOUR
LAPRESSEAFFAIRES.COM

Tant qu’à gérer les finances, mieux vaut le faire en Amérique du Nord. À l’échelle mondiale, c’est le Canada et les États-Unis qui paient le mieux les responsables de la direction financière.

Les directeurs des services financiers établis aux États-Unis reçoivent en moyenne un salaire de base de 250 000 \$US, alors que leurs homologues canadiens reçoivent environ 186 440 \$US. La recherche menée par le cabi-

net Mercer compare la rémunération versée dans 14 pays et les résultats démontrent que c’est en Inde que le salaire du responsable des finances est le moins élevé, à 53 774 \$US.

L’Angleterre arrive au troisième rang de l’étude avec un salaire moyen de 180 250 \$US.

« Dans plusieurs entreprises, le chef des finances est le cadre le mieux rémunéré après le PDG », souligne Mark Edelsten, de Mercer.

« La différence entre le salaire du PDG et celui du chef de la di-

rection financière est souvent très mince aujourd’hui parce que les responsabilités du chef des finances sont devenues plus importantes en raison des nouvelles règles de gouvernance. »

Marketing et ressources humaines

C’est également aux États-Unis que les directeurs du marketing (203 100 \$US) et des ressources humaines (175 000 \$US) sont les mieux rémunérés au niveau du salaire de base.

Le Canada se classe au cinquiè-

me échelon — derrière l’Italie, l’Angleterre et l’Allemagne — avec un salaire de base moyen de 148 644 \$ pour le poste de directeur du marketing.

Au niveau de la direction des ressources humaines, le Canada arrive sixième — derrière l’Angleterre, l’Allemagne, Hong Kong et l’Italie — avec un salaire de base moyen de 145 805 \$US.

« Les salaires sont plus élevés aux États-Unis en raison de la plus forte concurrence qui y existe au niveau du recrute-

Les salaires grimpent plus vite que l’inflation

RUDY LE COURS

En janvier, la rémunération horaire moyenne des salariés était en hausse de 4,8 % sur une base annuelle, contre 3,6 % un mois plus tôt, a révélé hier Statistique Canada.

Le chiffre étonne par son ampleur d’autant plus qu’il surgit après une révision à la hausse des données de décembre. Durant la même période, l’Indice des prix à la consommation, mesure la plus usitée de l’inflation, a vogué au rythme annuel de 2,8 % seulement.

« Il s’agit de l’augmentation sur 12 mois la plus élevée depuis le début de l’Enquête sur l’emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), en 1991 », note Ted Carmichael, économiste chez JP Morgan.

La rémunération moyenne s’élève désormais à 744,11 \$, en hausse de 6,86 \$ sur celle de décembre.

Comme il s’agit d’une donnée pancanadienne, la distribution de la hausse varie beaucoup selon le secteur où la province.

Ainsi, le salaire industriel moyen s’élevait à 692, 28 \$ au Québec, en baisse de 1 % sur celui de décembre, mais tout de même en hausse de 4 % sur celui de janvier 2005.

En Alberta, pays des scheiks aux yeux bleus, le salaire hebdomadaire s’élevait en janvier à 787,21 \$, en hausse de 0,4 % sur décembre et de 4,8 % sur 12 mois.

À l’échelle sectorielle, c’est dans la foresterie, l’information et la culture que les hausses mensuelles ont été les plus fortes, alors que la rémunération a diminué dans l’extraction minière, gazière et pétrolière. C’est tout de même là où elle demeure la plus élevée à hauteur de 1289,30 \$ tandis que le secteur de la restauration et l’hébergement verse les salaires moyens les plus faibles, à hauteur de 326,54 \$.

Les variations de la rémunération sont suivies de très près par la Banque du Canada qui y voit souvent des germes d’inflation. Cette vision est toutefois critiquée.

« Il y a deux pare-chocs entre les salaires réels et l’inflation, affirmaient Jeff Rubin et Avery Shenfeld de Marchés mondiaux CIBC dans une récente étude. D’abord, certaines hausses peuvent être compensées par des gains de productivité. Ensuite, les marges de profits peuvent absorber des coûts salariaux. »

S’il est vrai que les profits des manufacturiers exportateurs sont assez faibles, ceux du commerce de gros sont suffisamment dodus pour éponger les coûts accrus des fabricants, soutiennent-ils

L’EERH révèle aussi que les listes de paye des employeurs comptaient 19 000 salariés de plus en janvier qu’en décembre. En tout 13,89 millions de Canadiens détenaient un emploi salarié.

Ces données contrastent à première vue avec celles de l’Enquête sur la population active, un sondage mené auprès de 54 000 ménages, qui faisait état de 16,32 millions de détenteurs d’emploi. Ce chiffre inclut toutefois plus de 2,5 millions de travailleurs autonomes.

À l’échelle sectorielle, l’EERH fait ressortir que le nombre d’emplois a diminué en janvier dans la foresterie, l’extraction, les administrations et les services publics en particulier. Il était à la hausse dans l’industrie de l’information, les services financiers, professionnels et d’enseignement.

Bien que significative, la hausse des revenus des salariés les laisse très loin derrière la rémunération moyenne de leurs grands patrons.

ment », explique Steve Gross, du cabinet Mercer.

L’étude révèle par ailleurs que dans certains pays européens (Hongrie, Pologne et Allemagne), les directeurs du marketing sont mieux rémunérés que les chefs de la direction financière.

« Obtenir des résultats tangibles des investissements en publicité et marketing demeure un facteur important pour plusieurs entreprises », fait valoir M. Edelsten.

« Le salaire des directeurs du marketing dans certains pays reflète le fait que la gestion d’une marque et le marketing sont considérés comme étant des incontournables en entreprise. »

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...
«*La puissance ne se révèle pas en frappant fort ou souvent, mais en frappant d'aplomb.* »
— *Honoré de Balzac, romancier*

POUR NOUS JOINDRE La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

9	1				2	6		5
6					4		1	
						9		
3		5		8	7			
						7		
	2		1	6				9
	4	8		2				
			5		3	8		
					1	4		

Niveau de difficulté : MOYEN 0251

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	3	6	5	8	2	1	7	4
2	7	1	3	4	6	5	9	8
4	8	5	7	9	1	2	6	3
5	6	8	9	3	4	7	2	1
7	4	9	2	1	5	8	3	6
3	1	2	6	7	8	9	4	5
6	5	7	8	2	3	4	1	9
8	9	4	1	6	7	3	5	2
1	2	3	4	5	9	6	8	7

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site **www.les-mordus.com** ou écrivez-nous à **info@les-mordus.com**

Une éclaircie pour Bombardier

ÉCLAIRCIE

suite de la page 1

Bombardier n'a pas d'obligations financières face à ces appareils, mais l'entreprise travaille quand même avec les créanciers et les exploitants pour les remettre sur le marché.

Cette centaine d'appareils représente environ 10 % de la flotte mondiale de CRJ100 et CRJ200. Selon l'analyste James David, de Scotia Capital, il n'y a rien d'anormal à ce que 10 % de la flotte d'un appareil particulier ne soit pas en service.

Le président de Bombardier Aéronautique, Pierre Beaudoin, s'est montré confiant de pouvoir remplacer les appareils assez rapidement. En fait, GECAS (GE Commercial Aviation Services), un des principaux acteurs dans le domaine du financement d'appareils, a

pu replacer une quarantaine de biréacteurs régionaux de Bombardier depuis qu'elle finance de type d'appareils.

« Ça montre qu'il existe un très bon marché pour les CRJ200, a commenté M. Beaudoin. En fait, ça nous donne la chance de développer un marché secondaire pour ces appareils, notamment au niveau de petites sociétés aériennes, ou encore dans des pays où il n'y a pas encore de CRJ, comme le Mexique et la Russie. »

Les revenus de Bombardier Aéronautique ont légèrement augmenté en 2006, passant de 8 milliards à 8,1 milliards. Le bénéfice avant impôts et impôts (BAII) a connu une croissance beaucoup plus importante, soit 31 %, notamment grâce à l'amélioration des prix de vente des avions d'affaires.

Bombardier Aéronautique a livré

337 appareils en 2006, par rapport à 329 l'exercice précédent. En 2005, Bombardier avait livré plus de biréacteurs régionaux que d'avions d'affaires, soit 200 comparativement à 128. En 2006, la situation s'est inversée: l'avionneur a livré 186 avions d'affaires, comparativement à seulement 149 biréacteurs régionaux.

Du côté de Bombardier Transport, les revenus ont diminué de 12 %, mais le BAII avant éléments spéciaux a bondi, passant de 33 à 179 millions. L'entreprise a attribué cette croissance à l'amélioration de la rentabilité des contrats, à des initiatives d'approvisionnement et à la restructuration.

Bombardier Transport a obtenu 7,3 milliards de dollars de nouvelles commandes en 2006, comparativement à seulement 4,4 milliards au cours de l'exercice précédent.

Un carnet qui inquiète

SIGNAL

suite de la page 1

Elles ont repris du mieux par la suite pour terminer en baisse de 6 % à 7,93 \$, avec un volume élevé de 2,54 millions d'actions échangées.

Il s'agissait de la pire glissade des actions de CGI depuis décembre 2002. En quelques heures, sa valeur boursière a fondu de 158 millions.

Les actions de CGI ont aussi subi hier la pire baisse parmi les entreprises qui composent l'indice S&P/TSX, d'ailleurs en hausse notable de 1,1 % à un nouveau record de 12 190 points.

Mais pourquoi une réaction aussi négative à l'endroit de CGI ?

Selon des analystes, c'est que l'entreprise attribue la majeure partie des mises à pied à un recul plus important que prévu de ses affaires avec l'un de ses principaux clients, BCE. « Les compagnies de téléphonie sont assaillies par la concurrence. Elles tentent d'y faire face et de protéger leur rentabilité en réduisant leurs dépenses de réseaux », selon l'analyste David Wright, de BMO Nesbitt Burns à Toronto.

Malgré le fait que BCE ait vendu sa participation dans CGI l'an dernier, elle demeure parmi ses cinq plus gros clients, à hauteur d'environ 14 % de son chiffre d'affaires.

Et quand un tel client réduit ses dépenses en sous-traitance d'informatique, il est peu étonnant que CGI doive se serrer la ceinture, selon l'analyste Richard Tse, de la Financière Banque Nationale, à Toronto.

À l'instar d'autres analystes, M. Tse prévoit réviser ses estimations de revenus et de profits de CGI pour les prochains trimestres.

Car en plus du recul des affaires avec BCE, l'analyste constate que CGI a aussi un problème de renouvellement de ses prochains revenus.

En d'autres termes, la valeur du carnet de commandes de CGI baisse au lieu d'augmenter, comme il le faisait jusqu'à récemment.

Un renversement

Selon M. Tse, CGI est rendue à un ratio de 40 cents en nouveaux contrats pour chaque dollar de revenus courants.

Il s'agit d'un renversement majeur par rapport au sommet d'il y a trois ans, alors que CGI engrangeait 2,40 \$ en nouveaux contrats pour chaque dollar de revenus courants.

Dans un tel contexte, appréhende Richard Tse, CGI risque d'avoir à sacrifier de la marge bénéficiaire pour décrocher ses prochains contrats importants.

Et cette préoccupation des dirigeants se traduit par la recherche de centres de travail à coûts moindres qu'à Montréal et Toronto.

N'empêche, selon des analystes, la réaction immédiate des investisseurs en Bourse, hier, pourrait avoir été un peu exagérée.

Malgré ses préoccupations, Richard Tse de la Financière Banque Nationale s'en tient à sa recommandation de « performance comparable au secteur » pour les actions de CGI, tout en maintenant à 10 \$ son prix cible d'ici un an.

Pour sa part, l'analyste Paul Steep, de Capitaux Scotia à Toronto, considère le recul boursier d'hier des actions de CGI comme une occasion d'achat.

Lui aussi maintient à 10 \$ son prix cible d'ici un an, mais il rehausse sa recommandation à « surperformance de secteur ».

La cause: «recul significatif» des revenus provenant de BCE

CGI

suite de la page 1

Toutefois, ce ne seront pas des contrats canadiens, provenant de BCE par exemple, qui seront réalisés en Inde, assure-t-on. « La nouvelle capacité viendra de travail de l'extérieur du Canada, principalement du marché américain, où il y a une grande demande pour le travail extraterritorial », a expliqué Michael Roach, en poste depuis deux mois.

BCE s'engage

Pour l'heure, CGI tente de s'ajuster au volume de travail plus faible que prévu de la part de BCE. Cette situation est responsable de la moitié des 1000 compressions d'emploi annoncées hier, a indiqué la direction.

« Nous nous attendons à ce que les revenus et les marges associés à BCE pendant le deuxième trimestre soient significativement plus basses que ce qui était attendu sur une base séquentielle, a indiqué Michael

Résultats de Bombardier

	2006	2005
REVENUS		
Aéronautique	8,1 milliards	8,0 milliards
Transport	6,6 milliards	7,6 milliards
TOTAL	14,7 milliards	15,5 milliards
BÉNÉFICE*		
Aéronautique	266 millions	203 millions
Transport	179 millions	33 millions
TOTAL	445 millions	236 millions
Bénéfice net	249 millions	(85 millions)
Par action	13 cents	(6 cents)

*Bénéfice avant impôts et intérêts et avant éléments spéciaux

CLIENTS MAJEURS DE CGI

- > BCE
- > Desjardins
- > Gouvernements américain et canadien
- > Alcan
- > Banque Nationale

Roach. Ils ont diminué beaucoup plus vite que prévu. »

En décembre dernier, CGI a racheté la participation boursière de BCE au coût de 859 millions de dollars. En contrepartie, le géant des télécommunications s'était notamment engagé à prolonger ses ententes d'impartition avec CGI jusqu'en 2016.

L'entente était assortie de plusieurs autres conditions, comme celle de confier à CGI des travaux d'une valeur minimale de 400 millions de dollars en 2006. Les deux entreprises sont confiantes d'atteindre ce montant, mais CGI s'attendait visible-

ment à beaucoup plus.

Chez BCE, on se fait rassurant quant au respect du contrat. « Pour l'instant, on est 100 % en ligne avec ce qui a été annoncé en décembre », a indiqué le porte-parole, Pierre Leclerc.

Malgré tout, CGI assure que sa situation financière globale demeure « saine ». Les diverses mesures de réduction des coûts annoncés hier permettront de réaliser des économies annuelles de 90 millions pour l'ensemble de l'entreprise, a-t-on indiqué.

La société devra toutefois inscrire une charge exceptionnelle de 90 millions, liée en partie aux indemnités de départ qui seront versées.

À la fin de l'année, CGI devrait compter environ 15 000 employés au Canada, 7000 aux États-Unis, 2000 en Europe et 1150 en Inde, a indiqué un porte-parole.

Le titre de la société a chuté de 6,4 % (54 cents) hier, pour terminer la journée à 7,93 \$ à la Bourse de Toronto.

INDUSTRIE FORESTIÈRE

Charest demande l'aide du fédéral

NORMAN DELISLE
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC – Le premier ministre Jean Charest invite le gouvernement fédéral à aider l'industrie forestière du Québec. « J'ai fait des représentations auprès du premier ministre Harper pour que le gouvernement fédéral intervienne dans le dossier de la forêt. Ils auront à livrer un budget prochainement. Nous pensons qu'ils doivent également faire leur part », a déclaré M. Charest hier à l'Assemblée nationale, en réponse aux questions de la chef de l'opposition, Louise Harel.

Cette aide pourrait inclure un programme d'aide aux travailleurs âgés du secteur de la forêt, ou encore aux communautés dont l'économie est axée sur l'industrie forestière. Le premier ministre a signalé qu'il avait abordé cette question lors de chacune de ses rencontres antérieures avec son homologue fédéral.

SANS LIGNE ROUGE

Le blogue de François Gagnon sur cyberpresse.ca

700
Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

RECHERCHE investisseurs sérieux ou gens d'affaires désirant placer des fonds garantis par des placements mis en fiducie. Taux de 20%/année. Roger 514-268-4020.

800
Avis

715 FINANCEMENT

FINANCEMENT: nous prêtons sur immeuble à bateau, 514-591-0513

850 AVIS DE DISSOLUTION CHANGEMENTS DE NOM

AVIS DE DISSOLUTION
PRENEZ AVIS que la compagnie **9108-2859 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 1501, av. McGill College, bureau 2900, Montréal (Québec), demandera au Registraire des entreprises la permission de se dissoudre. Montréal, le 29 mars 2006. Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier S.E.N.C.R.L. Procureurs de la compagnie R850

716 SERVICES SPÉCIALISÉS

INCORPORATIONS! Constituer une cie pour 99\$ + frais. Cie fédérale ou québécoise. Recherche de nom NUANS 22\$. Minutes annuelles 50 \$/an, mise à jour corporatif. www.CentreCorporatif.ca 1-866-906-2677

PRENEZ AVIS que la compagnie **91460188 QUÉBEC INC.**, ayant son siège social au 124 rue St-Pierre, St-Constant J5G 2G9, Québec, Canada, à l'intention de demander sa dissolution au Registraire des entreprises. R850

AVIS
Nos annonceurs sont priés de noter que toutes leurs annonces doivent être publiées en conformité avec la Loi sur la protection du consommateur, article 242, qui stipule : « Aucun commerçant ne peut, dans un message publicitaire, omettre son identité et sa qualité de commerçant. »

PRENEZ AVIS que la Société **9150-9703 QUÉBEC INC.**, dont le siège social est situé au 23 rue de l'Armistice, Blainville, Qc. J7C 4W9, demandera au Registraire des Entreprises, la permission de se dissoudre. Daniel Marc-Aurèle Secrétaire de la compagnie R850

PRENEZ AVIS que la compagnie **9155-7561 QUÉBEC INC.**, ayant son siège au 8600, rue Larry est, Anjou, Québec H1J 1X7, demandera au Registraire des entreprises, la permission de se dissoudre. Daniel Marc-Aurèle Secrétaire de la compagnie R850

CONCOURS
LES RENDEZ-VOUS

SUDOKU
DE CYBERPRESSE.CA

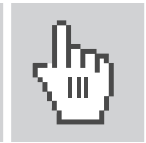
MESUREZ-VOUS AUX MILLIERS D'ADEPTES
du Sudoku interactif

6 500\$ en prix à gagner

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT SUR
cyberpresse.ca/rendezvous



TECHNAUTE.COM
Apple Computers aura 30 ans samedi prochain et Technaute vous offre une rétrospective en photos.
www.technaute.com/semaine_en_photo



H&M prend Montréal d'assaut

Le «IKEA de la mode» ouvrira au moins cinq magasins dans la région cette année

LAURIER CLOUTIER

La chaîne H&M (Hennes & Mauritz), de Suède, ouvre son premier magasin au Québec au Centre Fairview Pointe-Claire, ce midi. Elle doit en compter cinq dans la région de Montréal d'ici la fin de l'année.

«Au moins, mais ce sera sans doute plus que cinq cette année», déclare la directrice générale de H&M Canada, Lucy van der Wal.

Le «IKEA de la mode» s'attaquera ainsi avec force au marché occupé entre autres par des concurrents comme Zara et Mango, d'origine espagnole, Le Château et Tristan & America, de Montréal, et la Maison Simons, de Québec.

À Pointe-Claire, H&M Canada ouvre son 13^e magasin canadien, car la chaîne est arrivée à Toronto en mars 2004 et exploite déjà 12 magasins dans la région, après l'ouverture récente du dernier à Bramalea, précise Lucy van der Wal. Les H&M diffèrent souvent les uns des autres, tant au chapitre des clientèles cibles que des arrivages de vêtements et accessoires.

Dans une semaine, le 6 avril, c'est au Centre Rockland que H&M arrive avec un magasin d'environ 11 000 pieds carrés, comparativement à plus de 16 000 pieds carrés à Pointe-Claire. Pendant la deuxième semaine d'avril, ce sera au tour des Galeries d'Anjou et, en mai prochain, du Carrefour Laval, dit-elle.

Par ailleurs, H&M devrait ouvrir un deuxième magasin au Centre Rockland, «probablement en septembre prochain», indique la directrice, mais les négociations ne sont pas tout à fait terminées avec le propriétaire, Ivanhoé Cambridge.

Ce magasin pourrait être suivi par un sixième sur la Rive-Sud, avant même la fin de l'année, reconnaît



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

La directrice générale de H&M Canada, Lucy van der Wal, dans le nouveau magasin de la chaîne qui ouvrira ses portes aujourd'hui au Centre Fairview Pointe-Claire.

Lucy van der Wal. La directrice ne veut toutefois pas confirmer qu'elle négocie une implantation au futur centre style de vie (*lifestyle center*) Quartiers Dix30, à l'intersection des autoroutes 10 et 30, à Brossard, où les premiers commerces ouvriront l'automne prochain.

Si, par ailleurs, Lucy van der Wal confirme son intérêt pour la rue Sainte-Catherine, où H&M voudrait implanter son magasin phare de Montréal, elle ajoute que ce ne sera pas cette année. «Peut-être en 2007, si H&M réussit à trouver le bon emplacement et des grand locaux, comme nous avons au Eaton Center, de Toronto. Sinon, la chaîne pourrait ouvrir deux magasins, rue Sainte-Catherine.»

La chaîne suédoise analyse aussi

d'autres marchés québécois, comme Québec et Sherbrooke, mais la directrice compte d'abord sur Montréal pour tester la réaction des consommateurs. «Montréal aime la mode et son marché n'est pas trop différent de ceux d'Europe. Toronto attire de grandes chaînes, mais Montréal adopte plus rapidement la mode.»

Lucy van der Wal s'attend à une longue file d'attente à l'entrée du magasin de Pointe-Claire, ce midi, après sa campagne de publicité et l'offre de rabais aux 50 premiers clients.

Avant de débarquer au Canada, Lucy van der Wal a ouvert les marchés de la Hollande et de l'Autriche à H&M, une entreprise pour laquelle elle travaille depuis 17 ans.

La directrice a choisi de s'attaquer à Montréal avant Vancouver, mais elle doit implanter H&M dans l'Ouest canadien, notamment à Calgary et Edmonton «dès 2007, si tout va bien».

La chaîne conçoit ses produits à Stockholm, la capitale de la Suède, grâce à une équipe de 600 personnes comprenant des centaines d'acheteurs et 100 designers. Elle confie ensuite leur fabrication à des usines d'Asie (60 %) et d'Europe. La compagnie a dévoilé hier une hausse de 20,5 % de ses profits nets au premier trimestre, à 272 millions US, et de 19,3 % de son chiffre d'affaires, à plus de 2 milliards, malgré un printemps tardif en Europe centrale qui n'a pas aidé la croissance.

«Certains mensonges flagrants»

Le ton monte entre Bombardier et Alstom au sujet du métro de Montréal

MARIE TISON

Le conflit qui oppose Bombardier et Alstom dans le dossier du remplacement des voitures du métro de Montréal s'est envenimé encore hier.

Le président de Bombardier Transport, André Navarri, a accusé la direction d'Alstom d'avoir colporté «certains mensonges flagrants» au sujet de la technologie de Bombardier et de ses capacités.

Il a également trouvé «surprenant qu'Alstom donne des leçons au gouvernement du Québec» parce que celui-ci étudie la possibilité d'accorder le contrat de 1,2 milliard de dollars sans appel d'offres.

M. Navarri a aussi dénoncé le fait qu'Alstom ait commandé un sondage pour renforcer sa position.

«C'est un genre de pression que Bombardier ne ferait jamais dans aucun pays du monde», a-t-il sou-

tenu au cours d'une conférence téléphonique, hier, en marge de la divulgation des résultats de l'entreprise pour l'exercice 2006.

Mardi, le président d'Alstom

construction de 400 voitures pour le métro de Mexico, un métro qui fonctionne également sur pneu, avec la technologie la plus moderne qui soit. Il a rappelé que ce qui

« Notre bogie, qui équipe le métro de Mexico, est plus avancé que celui d'Alstom et a des coûts d'entretien bien moindres. »

Transport, Philippe Mellier, a affirmé que son entreprise pourrait livrer plus rapidement les voitures du métro de Montréal que Bombardier parce qu'elle possédait la technologie la plus récente et parce qu'elle n'aurait qu'à adapter à l'environnement montréalais des voitures qui font déjà leurs preuves à Paris et à Santiago, au Chili.

M. Navarri a répliqué hier que Bombardier complétait justement la

comptait le plus, dans le cas d'un métro sur pneus, c'était la technologie des bogies.

« Notre bogie, qui équipe le métro de Mexico, est plus avancé que celui d'Alstom et a des coûts d'entretien bien moindres », a-t-il soutenu.

Il a ajouté que Bombardier avait livré la première rame du métro de Mexico en moins de deux ans, ce qui était en avance par rapport au contrat, au coût prévu. Compte tenu

de cette expérience, Bombardier pourrait commencer à fabriquer des voitures à La Pocatière dès 2008... si le contrat était accordé sans appel d'offres, a soutenu M. Navarri.

« La négociation directe a plusieurs avantages : les voitures seront en service de deux à trois ans plus tôt, a-t-il soutenu. C'est un avantage pour le client, pour les passagers, parce que certaines voitures sont âgées, et pour les contribuables, parce qu'ils ont un meilleur retour sur l'investissement grâce au temps gagné. »

Il a affirmé que l'attribution d'un contrat sans appel d'offres était une procédure qui était utilisée dans plusieurs pays lorsqu'il fallait agir rapidement.

« C'est le cas de Montréal », a-t-il lancé.

Par média interposé, Alstom a suggéré à Bombardier de faire équipe

PME : baisse de confiance au Québec

PRESSE CANADIENNE

Alors que les dirigeants d'entreprises canadiennes sont plus optimistes qu'au trimestre précédent, il en va autrement au Québec, où les chefs de PME sont inquiets quant à leurs perspectives d'affaires.

Le plus récent sondage de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), rendu public hier, révèle que l'indice de confiance des dirigeants de PME à l'échelle du Canada a progressé pour le deuxième trimestre consécutif.

Il s'est ainsi établi en mars à 107,2 points, comparativement à 106,2 en décembre et environ quatre points de plus qu'en septembre.

Au Québec, l'indice a toutefois reculé de 2,6 points par rapport à décembre, s'établissant à 101,0.

Les dirigeants de PME les plus optimistes se trouvent en Colombie-Britannique (117,5) ainsi qu'en Alberta (117,1) ; l'Ontario présente un indice de 106,9.

Le vice-président de la FCEI pour le Québec, Richard Fahey, a qualifié d'« inquiétant » le niveau de confiance des dirigeants de PME québécoises.

« Les coûts de l'énergie contribuent à cette perception de la situation », a-t-il estimé par voie de communiqué.

Le sondage de la FCEI a été réalisé entre le 6 et le 17 mars ; 2242 chefs de PME y ont pris part au pays, ce qui donne une marge d'erreur de 2,1 points, 19 fois sur 20.

avec elle, ce qui permettrait à La Pocatière d'effectuer quand même le travail de fabrication des caisses et d'assemblage.

M. Navarri a rejeté cette invitation d'un revers de main.

« Pour venir sur une affaire, il faut apporter quelque chose, a-t-il déclaré. Je ne crois pas qu'Alstom apporte quoi que ce soit au Québec. »

M. Navarri a finalement affirmé qu'il n'était pas question de faire pression sur le gouvernement en mettant la survie de l'usine de La Pocatière dans la balance.

« Si nous n'avons pas le contrat, ce ne sera pas une bonne nouvelle pour La Pocatière, mais nous ferons tout ce qu'il faut pour que l'usine demeure le numéro un en Amérique du Nord. »

Le Collège royal des médecins et chirurgiens du Canada



Dr Andrew Padmos, B.A., M.D., FRCPC

Le Conseil du Collège royal est heureux d'annoncer la nomination de son nouveau directeur général, le Dr Andrew Padmos, de Halifax, Nouvelle-Écosse. Le Dr Padmos a obtenu son certificat de spécialité en médecine interne et en hématologie du Collège royal en 1976. Il a joué un rôle actif en vue de relever les défis liés au système de soins contre le cancer de la Nouvelle-Écosse depuis 1998 à titre de commissaire de Cancer Care Nova Scotia. Il a également occupé des postes de premier plan au Capital Health/QEII Health Sciences Centre, y compris à titre de vice-président du service de recherche, des affaires universitaires et d'assurance de la qualité. Ses nominations professorales comprennent celles de professeur aux départements de médecine et de santé communautaire et d'épidémiologie et de vice-doyen des programmes de soins contre le cancer à l'Université Dalhousie.

Le Collège royal est une organisation vouée à l'établissement de normes de pratique élevées et à l'assurance de la qualité des soins de santé, qui compte plus de 39 500 médecins spécialistes dans 92 pays.



Voici un moyen simple de voyager à l'étranger.

PLUS DE DESTINATIONS. MOINS D'HÉSITATIONS. C'EST LA RÉVOLUTION.

LES PASSES MULTIVOLS révolutionnent votre façon de voyager.

En une seule transaction, obtenez plusieurs crédits de vol et rendez-vous au soleil plus souvent !

Achetez la passe qui vous convient auprès de votre agent de voyages ou en ligne.

Embarquez.

aircanada.com



Nous offrons quatre passes pour voyager au Canada et quatre passes pour voyager du Canada aux États-Unis.

Vous allez simple que vous utilisez comme bon vous semble.

Vous êtes récompensé à l'achat d'une Passe Amérique du Nord !

Chaque passe multivol est un forfait prépayé comportant plusieurs crédits de vol aller simple.

LA PRESSE AFFAIRES

À 30 ans, Apple est plus en forme que jamais

MAY WONG
THE ASSOCIATED PRESS

SAN JOSE, Californie – Les célèbres vergers de Silicon Valley ont probablement disparu, sauf une notable exception, le « pommier » Apple.

Au moment où la compagnie s'apprête à célébrer son 30^e anniversaire dans une semaine, Apple Computer Inc. devra faire disparaître ses meurtrissures provoquées par des anomalies de ses produits et des décisions mal inspirées pour reprendre un éclat qui ne sera pas que superficiel.

Sa marque et ses produits, depuis le Mac jusqu'au iPod, sont plus que jamais dans le vent et innovateurs. En dépit de tous ses récents succès, Apple doit aussi faire face à sa part de défis tandis qu'elle parvient à la maturité à titre de fournisseur de médias numériques.

Dans le domaine de la musique numérique, par exemple, où Apple joue un rôle dominant, les législateurs français cherchent à obliger la compagnie à modifier sa manière fructueuse de lier son populaire lecteur iPod à son magasin de musique en ligne iTunes.

Les compagnies de disques sont aussi irritées de ce qu'Apple insiste pour que ses téléchargements de chansons demeurent au prix de 99 cents l'unité. Steve Jobs, PDG d'Apple, réplique en traitant l'industrie du disque de « cupide ».

Dans le secteur des ordinateurs, où Apple connaît ses meilleures ventes depuis des années, des firmes de sécurité de l'information disent avoir découvert un certain nombre de nouvelles vulnérabilités dans le système d'exploitation Macintosh.

Si les atteintes à la sécurité ont été inoffensives, les experts de la sécurité soutiennent toutefois qu'Apple est devenue une cible de choix pour les pirates informatiques, lesquels s'étaient concentrés jusqu'à aujourd'hui principalement sur le système Windows prédominant de Microsoft.

« Apple est maintenant dans la ligne de mire de plus en plus de per-

sonnes étant donné que la compagnie est devenue une force majeure », soutient Tim Bjarin, président de Creative Strategies, cabinet-conseil en technologie.

L'aventure Apple a commencé en 1976 lorsque deux jeunes ayant quitté le collège, Steve Jobs, un as du marketing, et son ami Steve Wozniak, génie de l'ingénierie, ont formé leur partenariat le 1^{er} avril de cette année-là (jour du poisson d'avril) avec la ferme intention de construire et de vendre des micro-ordinateurs. Un autre ami, Ron Wayne, décida en moins de deux semaines de quitter l'entreprise risquée.

Leur premier produit fut un ensemble d'ordinateur à construire soi-même. Un an plus tard, en 1977 donc, le micro-ordinateur Apple 2 était né. Ce n'était pas le premier micro-ordinateur, mais ce fut celui qui connut le plus de succès non seulement auprès des ingénieurs, mais aussi des utilisateurs à la maison. Nombreux sont ceux qui soutiennent que le Apple 2 a déclenché la révolution des ordis personnels.

Les influences culturelles et technologiques d'Apple ont crû à partir de là. Certaines des créations de la compagnie de Cupertino, en Californie, ont foiré et n'ont rien rapporté à l'entreprise, mais elles sont tout de même devenues une source d'inspiration et de revenus pour d'autres.

Le Apple Lisa lancé en 1983 faisait appel à une interface caractérisée par un icône innovateur et l'utilisation d'une souris qui ont formé les assises des ordinateurs d'aujourd'hui et qui ont remplacé les systèmes en mode texte antérieur. Mais le Lisa, vendu au prix de 9995 \$US, fut un échec commercial et les utilisateurs sont passés dans le camp d'IBM. Le Apple Macintosh, plus abordable et qui connut un énorme succès, suivit en 1984.

Microsoft finit par copier l'interface graphique conviviale du Mac et accorda des licences de son logiciel Windows aux manufacturiers qui imitaient les micro-ordinateurs

d'IBM. Les clones ont donc proliféré tandis que les ventes du Macintosh étaient entravées par la décision d'Apple de ne pas fournir de licences de son logiciel aux autres fabricants de matériel.

La décennie suivante fut ponctuée par une lutte de pouvoir au sein de la compagnie qui obligea le président de l'époque, M. Jobs, à quitter la compagnie. On assista aussi à une série de mauvaises exécutions et de projets mal ficelés, particulièrement le Newton, un ordinateur portable présenté comme un planificateur personnel numérique.

Le retour du fils prodigue

En 1996, lorsque Apple avait du mal à prendre pied sur le marché des micro-ordinateurs et au moment où ses efforts pour améliorer son système d'exploitation n'allaient nulle part, la compagnie fit l'acquisition de la deuxième compagnie de M. Jobs, NeXT, et le fils prodigue revint au bercail et, plus tard, à la direction de l'entreprise.

M. Jobs, dont la personnalité charismatique est le visage d'Apple, a mené la résurrection de la compagnie grâce à une succession de percées. D'abord, le iMac, puis le nouveau système d'exploitation OS X, suivi du lecteur de musique iPod et du magasin de musique en ligne iTunes, le leader sur le marché.

Une autre entreprise fondée par M. Jobs lors de son absence de Apple, Pixar Animation Studios, a également contribué à faire une place de choix au célèbre patron du monde de la haute technologie au sein même de Hollywood.

Ce lien avec Pixar, qu'est en train d'acquérir Walt Disney Co., a depuis lors propulsé l'étoile montante qu'était Apple au firmament du divertissement numérique et des produits électroniques grand public.

Ainsi, les marques iPod et iTunes ont popularisé la notion de musique, et aussi de vidéo, récemment, à emporter. Elles ont aussi provoqué l'explosion de fichiers balado, soit des diffusions faites par les utiliza-



Steve Jobs, fondateur d'Apple, en janvier 1984, présentant son nouveau bébé, le tout dernier Mac d'Apple.

teurs eux-mêmes de programmes audio depuis Internet vers les dispositifs portables.

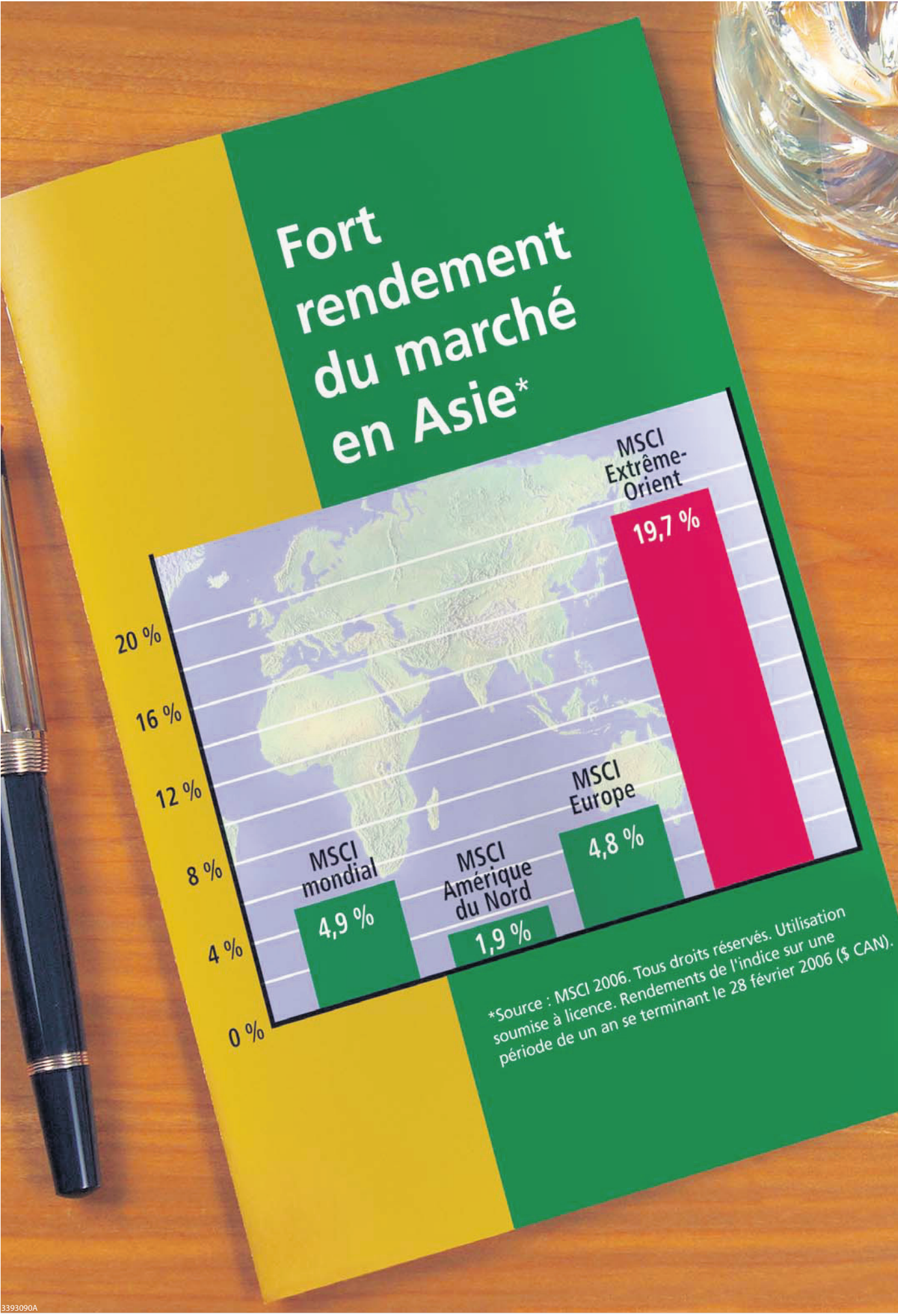
Aujourd'hui, la réputation d'Apple dans le rôle de David contre le Goliath qu'est Microsoft et le reste de l'industrie des PC donne une fausse impression de la réalité.

À l'échelle mondiale, Apple peut bien n'occuper que 4 % du marché des PC, il reste toutefois, selon les analystes, que son système d'exploitation actuel fixe la barre pour son concurrent Microsoft pour que ce dernier intègre aussi des applications innovatrices, y compris de l'imagerie semblable à la trois dimensions (3D) et une portion

d'écran pour les applications dites « d'objet fenêtre ».

Nombre d'analystes prévoient que le iPod, qui domine le marché et qui marche à la fois sur des machines Windows et Macintosh, et ses nouveaux ordinateurs faisant appel aux puces d'Intel (soit les mêmes que celles utilisées par Windows), contribueront à augmenter les parts d'Apple sur le marché des PC.

Entre-temps, la santé financière d'Apple est meilleure que jamais. Au cours de son exercice financier 2005, l'entreprise a empoché des revenus records de près de 14 milliards US et elle dispose de plus de 8 milliards US en liquidités.



Avec vous... pour profiter des occasions sur les marchés asiatiques

Laissez Investissements Manuvie vous donner accès à des occasions de placement supérieures à l'échelle mondiale par l'entremise de Gestion des placements mondiaux MFC, l'une des sociétés de gestion d'actif les plus importantes du monde'. Grâce à des fonds comme la Catégorie japonaise MIX et la Catégorie d'occasions Chine MIX, les épargnants ont accès à l'expertise des 50 spécialistes en placements de Placements mondiaux MFC qui se concentrent sur l'Asie.

Catégorie d'occasions Chine MIX		Catégorie japonaise MIX	
3 mois	19,35 %	1 an	18,30 %
6 mois	17,18 %	2 ans	12,07 %
1 an	18,62 %	3 ans	17,06 %
Depuis sa création Août 2004	22,32 %	Depuis sa création Octobre 2002	12,63 %

Rendements au 28 février 2006

Rendements au 28 février 2006

Grâce à Investissements Manuvie et à Gestion des placements mondiaux MFC, il n'a jamais été aussi facile de capitaliser sur les occasions de placement en Extrême-Orient. Nous sommes avec vous, à chaque étape.

Pour de plus amples renseignements, visitez www.manuvie.ca/investissements dès aujourd'hui.

Investissements Manuvie
Avec vous, à chaque étape^{MD}

La souscription de fonds de placement peut donner lieu au versement de commissions ou de commissions de suivi ainsi qu'au paiement de frais de gestion ou d'autres frais. Lisez attentivement le prospectus avant d'effectuer un placement. Les taux de rendement indiqués sont les rendements globaux annuels composés dégagés antérieurement par les fonds, compte tenu des variations de la valeur unitaire ainsi que du réinvestissement de toutes les distributions, mais sans égard aux frais de souscription, de rachat, de placement ou autres charges et impôts payables par le porteur de titres, qui auraient pour effet de réduire le rendement. Les fonds de placement ne sont pas garantis, leur valeur liquidative varie et leur rendement passé ne garantit par leur rendement futur.

Investissements Manuvie est le nom sous lequel la Financière Manuvie (La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturiers) et ses filiales commercialisent, au Canada, leurs produits de gestion de patrimoine destinés aux particuliers. Le nom Manuvie et le logo qui l'accompagne, ainsi que MIX, sont des marques de service et de commerce déposées réservées à l'usage de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturiers et de ses sociétés affiliées, y compris la Société Financière Manuvie.

Gestion des placements mondiaux MFC est la marque utilisée pour désigner le groupe de gestion des placements mondiaux de la Financière Manuvie, notamment Gestion des placements mondiaux MFC (Canada), et consiste en plusieurs sociétés établies dans divers territoires. Gestion des placements mondiaux MFC se situe au 35^e rang parmi les grands groupes de gestion des placements pour l'actif institutionnel total géré à l'échelle mondiale selon le classement publié dans l'édition du 30 mai 2005 du magazine *Pensions & Investments*.



Le « protectionnisme », vertu française ?

On fait rire de nous partout dans le monde ! » se plaint, au téléphone, un ami parisien. Il exagère peut-être. Les images de millions de personnes manifestant dans les rues de France contre la loi dite du contrat de première embauche (CPE) inquiètent plus souvent qu'elles ne font rire. Elles inquiètent d'abord les 24 autres pays membres de l'Union européenne, qui y voient l'expression d'un néo-protectionnisme contraire à l'esprit européen en évolution depuis un demi-siècle ; elles inquiètent ensuite l'ensemble des sociétés industrielles vendues à l'idée de la mondialisation comme condition de croissance planétaire.

Le CPE vise à assouplir les règles d'embauche des jeunes travailleurs, permettant, au nom de la flexibilité de la main-d'œuvre, le licenciement des jeunes travailleurs sans explication et heurtant de ce fait l'idée chère à la France contemporaine de la sécurité d'emploi à vie, dès la première embauche.

Les images de la place de la République bondée de manifestants en font oublier d'autres, que présente par exemple l'*International Herald Tribune*, de jeunes étudiants en sciences commerciales de l'ESSEC, en banlieue de Paris, qui, prenant leurs confrères de la Sorbonne à contre-pied, trouvent que le CPE ne va pas assez loin. Ils affirment que ce principe de flexibilité du marché de l'emploi devrait s'appliquer non seulement aux jeunes, mais à tous les travailleurs.

Les étudiants de l'ESSEC se retrouvent un peu seuls dans le paysage français, mais ils se réclament de grands courants planétaires que confirme un sondage mené par des chercheurs de l'Université du Maryland. L'objet du sondage, évoqué par le *New York Times*, dépasse la flexibilité du marché du travail et couvre la notion plus vaste et plus fondamentale des vertus « du système de la libre entreprise et de l'économie de marché » comme meilleur système économique qui soit.

Il se trouve que parmi les 22 sociétés industrielles étudiées, seule la France est majoritairement en désaccord avec cette proposition : seulement 36 % des Français approuvent ce postulat, comparativement à 59 % des Italiens, 65 % des Allemands, 66 % des Britanniques et 71 % des Américains. Sans compter que les Chinois — vivant en régime officiellement communiste — approuvent le principe à 74 %.

Le débat autour du contrat de première embauche (CPE) en France fait ressortir un comportement national que d'autres sociétés industrielles comprennent mal.

Et quand l'institut français IP-SOS a demandé à 500 Français de 20 à 25 ans ce que la mondialisation signifie pour eux, 48 % ont répondu « la peur » comparativement à seulement 27 % qui ont dit « l'espoir ».

« Sauver la France »

Un comportement français qui fait dire au chroniqueur John Tierney, du *New York Times*, qu'il faut sauver la France de son « malaise » (en français dans le texte), en lui prodiguant une sorte de « plan Marshall-B » : un plan Marshall — pas cher celui-là —

consiste à leur envoyer des gens capables de leur remonter le moral. Les Français se sous-estiment, manquent d'énergie. « Ils ont besoin de connaître ce grand moteur qui stimule notre économie : la grande autonomie industrielle. » Les Français avaient en d'autres temps été émerveillés par Benjamin Franklin. Il faut leur envoyer maintenant un Spencer Johnson qui conseille sur les façons de « changer votre travail et votre vie » ou un Donald Trump qui suggère de « penser comme un milliardaire ».

Un confrère anglais, Will Hutton, dans l'hebdo *The Observer*, se demande pourquoi les Français ne recourent pas au modèle britannique qui consiste à réduire les coûts d'emprunt pour l'immobilier. De toute manière, la France doit réinterpréter ses notions de liberté, égalité et fraternité, dit-il.

Réussites françaises

Les conseils fusent, mais ce langage altier de chroniqueurs ne tient pas toujours la route chez les reporters, plusieurs rappelant que la productivité industrielle en France est parmi les plus élevées au monde et que l'aéronautique y est puissante. Plusieurs reporters du *Wall Street Journal* ces derniers jours ont fait ressortir d'autres réussites de l'économie française :

> en poussant l'énergie nucléaire pour la production d'électricité, la France est devenue l'une des sociétés industrielles à plus faible émission de gaz à effet de serre et où l'électricité coûte moins cher qu'ailleurs en Europe ;

> en ces temps difficiles d'approvisionnement en pétrole, la société française Total mène le bal dans l'exploitation des sables bitumeux à Fort McMurray en Alberta ;

> la libéralisation dans les télécommunications il y a quelques années a fait de la France un pays où l'Internet est plus rapide et moins cher qu'il ne l'est aux États-Unis.

Un chroniqueur d'ici pourrait ajouter que des entreprises comme le métro de Montréal et l'agroalimentaire québécois procèdent largement de technologies françaises.

Protectionnisme linguistique ?

Néo-protectionniste, la France actuelle ? Le *Financial Times*, de Londres, le croit. Le journal publiait à une samedi que le président Jacques Chirac a quitté une séance du sommet de l'Union européenne lorsque le patron des patrons de France, Ernest-Antoine Seillière, s'est avisé de prendre la parole en anglais plutôt qu'en français.

M. Seillière a expliqué que l'anglais « est la langue des affaires ». Le *FT* en profite pour rappeler que les rencontres de haut niveau de grandes sociétés françaises comme Air Liquide, Thomson ou Total se déroulent en anglais. Des mémos chez France Télécom sont fréquemment rédigés en anglais. Le comité de stratégie d'Air France-KLM procède en anglais et Renault exige que les candidats à des postes de gestion sachent l'anglais. Cette France-là est de toute évidence moins « protectionniste » que certaines élites politiques.

PIRATAGE EN CHINE

Washington veut plus de muscle

BLOOMBERG

Le secrétaire américain au Commerce, Carlos Gutierrez, incite la Chine à prendre des mesures plus musclées pour combattre le piratage des droits d'auteur et à ouvrir davantage son marché aux produits américains sans quoi elle pourrait subir les retombées d'un protectionnisme qui affecterait les économies des deux pays.

Selon M. Gutierrez, si la Chine omet d'ouvrir ses marchés et de refréner les contrefaçons pour rendre le commerce plus équilibré avec les États-Unis, les relations commerciales entre les deux pays, qui ont atteint 250 milliards de dollars américains l'an dernier, seront mises en péril et c'est toute l'économie mondiale qui écoperait.

Microsoft touchée

Des compagnies américaines telles que Microsoft, premier fabricant de logiciels au monde, ont souvent souligné que le piratage endémique en Chine leur fait perdre des ventes.

Pour leur part, les fabricants de pièces d'autos, de produits pharmaceutiques, de logiciels de même que des compagnies actives dans le secteur de la musique et en cinéma soutiennent qu'ils perdent 250 milliards US par année, et ils montrent du doigt la Chine qu'ils considèrent comme la principale coupable.

Des politiques restrictives

M. Gutierrez soutient que les politiques industrielles, les normes techniques, les politiques d'approvisionnement du gouvernement et les timides mesures adoptées par la Chine pour faire respecter les lois touchant les droits de propriété intellectuelle bloquent l'accès des compagnies américaines aux marchés chinois.



PHOTO STEPHEN SHAVER, BLOOMBERG NEWS ©

Une valise sur le trottoir contient des copies piratées de DVD des succès du cinéma *Walk the Line*, *Brokeback Mountain* et *Crash*, vendues 1,25 \$US à Pékin, en Chine. Le piratage fait perdre énormément d'argent aux compagnies américaines.

Offrir autant de liberté et de flexibilité que vous le méritez.

PLUS DE SOUPLESSE.
MOINS DE STRESS.
C'EST LA RÉVOLUTION.

LES PASSES MULTIVOLS AFFAIRES révolutionnent votre façon de voyager. En une seule transaction, obtenez plusieurs crédits de vol et toute la liberté et la flexibilité que vous méritez. Achetez la passe qui vous convient auprès de votre agent de voyages ou en ligne.

Embarquez.

aircanada.com



Centre de villégiature en montagne
#1 de l'est du Canada

la vie
au sommet

À partir
de 105 000 \$

Sommet exclusif avec vues spectaculaires.
Revenus de location - Demandez votre
pochette d'information 1 888.425.3777

WYNDHAM
CAP TREMBLANT
www.captremblant.com

3372173

Notre passe multivols a été élaborée pour répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises comme effectuée. Une seule transaction suffit pour réserver votre billet aller et votre billet retour.

3384836A

dans la section « Ma passe », accessible en tout temps. Profitez de surclassements et d'une grande flexibilité.

Chaque passe multivol est un forfait prépayé comportant plusieurs crédits de vol aller simple.

33848363

Power Corp. et sa filiale financière haussent leurs profits

PRESSE CANADIENNE

Power Corporation a enregistré des hausses sensibles de ses profits pour le quatrième trimestre et l'ensemble de l'exercice, grâce principalement à la contribution de sa filiale Financière Power.

Le conglomérat contrôlé par la famille Desmarais, de Montréal, a fait savoir hier que son bénéfice net

pour le quatrième trimestre échu le 31 décembre s'est établi à 285 millions de dollars, ou 61 cents par action, comparativement à des profits de 232 millions, ou 51 cents par action, pour la période correspondante de 2004.

Les plus récents résultats tiennent compte de la quote-part de Power d'une charge exceptionnelle de 7 millions inscrite par la filiale d'as-

surance Lifeco relativement aux ouragans qui ont dévasté certains États américains en 2005. De même, les résultats du quatrième trimestre de 2004 comprenaient une charge exceptionnelle de 10 millions.

Pour l'ensemble de l'exercice, le bénéfice net de Power Corporation, dont fait partie Gesca (*La Presse* et autres quotidiens) a dépassé le milliard, s'établissant à 1,05 milliard, ou 2,28 \$ par action, comparativement à des profits de 949 millions, ou 2,07 \$ par action, en 2004. La quote-part de Power relativement aux ouragans a atteint 21 millions, ou 5 cents par action, pour l'ensemble de l'exercice.

La Corporation Financière Power, qui regroupe principalement la Great-West Lifeco, la London Life ainsi que la Financière IGM, numéro un canadien des fonds communs de placement (et qui comprend les fonds Investors et Mackenzie), a pour sa part enregistré un bénéfice

net de 441 millions, ou 60 cents par action, pour le quatrième trimestre.

Les bénéfices attribuables à la participation de la Financière Power dans Pargesa Holding, société européenne, ont augmenté de 2,6 %, à 39 millions, a indiqué la compagnie.

Selon l'estimation moyenne de trois analystes sondés par Thomson Financial, on s'attendait à un profit de 59 cents par action. Thomson n'a pas précisé ce que comprenait cette estimation.

Lors de la période correspondante de 2004, les profits avaient atteint 400 millions, ou 55 cents par action.

Le mois dernier, l'assureur Great-West Lifeco avait annoncé une hausse de 11 % de ses profits au quatrième trimestre à la suite de l'augmentation des revenus tirés des primes. De son côté, la firme de fonds communs de placement IGM Financial a fait état d'un bond de 25 % de son bénéfice net, ses ven-

tes ayant été supérieures aux rachats.

Ces deux compagnies établies à Winnipeg fournissent plus de 95 % des revenus de la Financière Power.

Pour l'exercice, le bénéfice net de la Financière Power a été de 1,66 milliard, ou 2,28 \$ par action, comparativement à 1,54 milliard, ou 2,12 \$ par action, en 2004.

Les revenus du quatrième trimestre se sont élevés à 7,11 milliards, comparativement à 6,27 milliards un an plus tôt. Pour l'exercice, les revenus de la Corporation Financière Power ont été de 26,14 milliards, en regard de 23,92 milliards en 2004.

Les dommages causés par les ouragans ont nécessité au total l'inscription d'une charge pour réassurance de 43 millions à la Great-West Lifeco. À elle seule, la filiale de fonds communs IGM a généré un bénéfice net de 682,4 millions pour l'exercice, en hausse de 10,9 % par rapport aux profits de 615,6 millions en 2004.

Le cours de l'action de Power Corporation à la Bourse de Toronto a clôturé en hausse de 12 cents, à 33,27 \$. Le titre de la Financière Power a toutefois perdu 4 cents, terminant la séance à 35,21 \$.

Avec Bloomberg

La Banque Toronto-Dominion, La Société Canada Trust, La Société d'hypothèques TD, La Société d'hypothèques Pacifique TD faisant affaires sous la raison sociale TD Canada Trust

BUREAUX DÉSIGNÉS POUR LA SIGNIFICATION D'AVIS D'ORDONNANCE

Conformément au Règlement sur les ordonnances alimentaires et les dispositions alimentaires (banques et banques étrangères autorisées) et au Règlement sur les ordonnances alimentaires et les dispositions alimentaires (sociétés de fiducie et de prêt), les bureaux suivants ont été désignés par La Banque Toronto-Dominion / La Société Canada Trust / La Société d'hypothèques TD / La Société d'hypothèques Pacifique TD, faisant affaires sous la raison sociale TD Canada Trust, pour la signification des avis d'ordonnance alimentaire pour les provinces et territoires ci-après.

Alberta TD Canada Trust CSS de Calgary 600, 906-12 ^e Ave. Sud-Ouest Calgary (Alberta) T2R 1K7	Nouveau-Brunswick TD Canada Trust 77, rue Westmorland Fredericton (Nouveau-Brunswick) E3B 6Z3	Saskatchewan TD Canada Trust 1904, rue Hamilton Regina (Saskatchewan) S4P 3N5
Colombie-Britannique TD Canada Trust CSS du Pacifique Royal City Centre 610 6 ^e St, bureau 252 New Westminster (Colombie-Britannique) V3L 5V1	Nouvelle-Écosse TD Canada Trust 1785, rues Barrington et George Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2P8	Terre-Neuve-et-Labrador TD Canada Trust 140, rue Water St-John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 6H6
Île-du-Prince-Édouard TD Canada Trust 192, rue Queen Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) C1A 7L3	Ontario TD Canada Trust CSS de Creekside 4880, boul. Tahoe, édifice 2 Mississauga (Ontario) L4W 5P3	Territoires du Nord-Ouest TD Canada Trust YK Centre n° 18, 50 ^e Avenue, bureau 4910 Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest) X1A 3S5
Manitoba TD Canada Trust Case postale 896 201, avenue Portage Winnipeg (Manitoba) W3C 2T2	Québec TD Canada Trust CSS de Montréal 4750, rue de la Savane Montréal (Québec) H4P 1T7	Yukon TD Canada Trust 200, rue Main Whitehorse (Territoire du Yukon) Y1A 2A9

TD Groupe Financier Banque TD

33973463

3397367

FONDATION ARMAND-FRAPPIER

Remise conjointe de deux bourses postdoctorales avec la Fondation canadienne Louis Pasteur

Les bourses d'excellence d'une valeur de 30 000 \$ sont décernées au **Dr Tamsir Ousseynou Diallo** et au **Dre Alexandra Lacroix** dont les travaux portent respectivement sur la réponse immunitaire aux parasites et les impacts des polluants sur le système reproducteur.

De gauche à droite : Dr Tamsir Ousseynou Diallo, chercheur postdoctoral, **Dr Serge Carrière**, président de la Fondation canadienne Louis Pasteur, **Dre Alexandra Lacroix**, chercheuse postdoctorale, **M. Clément Joly**, FCA, associé RCGT et président et chef de la direction, Fondation Armand-Frappier.

Pour l'avancement de la recherche en santé

www.fondation-afrappier.qc.ca

337262A

337262A

Saputo achète un fromager allemand

Saputo fait son entrée sur le marché européen en se portant acqureur du fabricant de fromage allemand Spezialitäten-Kaserei De Lucia GmbH. Le montant de la transaction, qui devrait être complétée d'ici la fin avril, n'a pas été précisé, mais Saputo a indiqué dans un communiqué hier qu'au cours de son dernier exercice financier, les revenus annuels de la compagnie allemande s'élevaient à approximativement 20 millions d'euros (environ 28,2 millions CAN). Fondée en 1964, Spezialitäten-Kaserei De Lucia GmbH fabrique et vend, principalement sous la marque De Lucia, des fromages de spécialités italiennes telles que la mozzarella, la ricotta et le mascarpone. La compagnie emploie environ 60 personnes à son usine de Heiden, en Allemagne. Presse Canadienne

workopolis.com

Utilisez nos « Conseils sur la rédaction de CV et la survie à l'entrevue ».

CV pas mis à jour. Perdez 2 tours.

On vous donne plein de surnoms sympas.

Nommé « joueur le plus utile » au bureau.

Votre mariage se porte mieux que jamais.

Le succès ne vous enfie pas la tête.

Élu collègue le plus sympa.

Abonnez-vous à notre « Bulletin Info-Emploi ».

Votre alma mater vous remet un diplôme honorifique.

Vous arrivez à tout garder en perspective. Jouez de nouveau.

Vos enfants vous trouvent cool.

Vous oubliez d'utiliser « Conseils sur le réseautage » sur workopolis.com. Reculez de 5 cases.

La compagnie paie votre stationnement.

Prenez des vacances de rêves en Arizona.

Vous oubliez d'utiliser les outils de recherche d'emploi sur workopolis.com. Perdez 2 tours.

Utilisez notre section « RapidEmploi » sur workopolis.com pour vite trouver l'emploi idéal.

On s'arrache déjà vos Mémoires.

Baignez en plein bonheur domestique.

On lance une figurine d'action à votre effigie. Les ventes montent en flèche.

Avalanche de promotions.

Montrez à votre enfant à patiner dans votre cour.

Prenez un an de congé pour un projet en Amérique centrale.

Votre enfant fait votre portrait à la peinture digitale.

Vous faites partie des « étoiles montantes ».

L'équipe de hockey que vous dirigez gagne le championnat.

Semi-retraite

Vous pensez à faire le tour du monde.

DEPART

workopolis.com

Activez notre « Alerte emploi » et trouvez un super emploi.

L'un des 47 « employeurs de choix » sur 50 au pays vous embauche.

Plusieurs propositions d'emploi.

On vous nomme Parent du siècle.

Gérez votre carrière avec workopolis.com. Vous gagnerez à tout coup.

47 des 50 « employeurs de choix » au Canada affichent sur notre site.

Plus d'emplois sont affichés sur notre site plutôt que sur tout autre site au pays.

Plus d'entreprises recrutent avec nous plutôt que sur tout autre site d'emplois au pays.

VOTRE VIE VOUS ATTEND.

Vous bâtir une belle carrière, c'est le début de la belle vie.

Commencez dès maintenant à bâtir la vôtre.

workopolis.com

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

337211A

3393464

EN BREF

Les exportations du Québec augmentent

Le Québec a exporté des marchandises vers l'étranger en janvier dernier pour un total de 6,35 milliards et en a importé pour 6,26 milliards, pour un excédent de 91 millions. Le total des exportations de janvier représente une augmentation de 3,3 % par rapport à décembre et de 4,5 % par rapport à janvier 2005. Selon les données publiées hier par l'Institut de la statistique du Québec, 12 des 25 principaux groupes de produits exportés par le Québec ont affiché une augmentation en janvier, en particulier les avions, mais aussi les machines et le matériel de bureau, ainsi que la pâte de bois. Parmi les 13 groupes en baisse figurent les instruments de mesure, l'équipement et le matériel de télécommunication, les viandes et les moteurs d'avion présentent les principaux reculs. Les importations de marchandises du Québec ont, de leur côté, progressé de 2,4 % en janvier par rapport au mois précédent. Elles surpassent de 10 % leur niveau de janvier 2005. Treize des 25 principaux groupes de produits importés par le Québec ont enregistré une augmentation en janvier 2006. Les hausses les plus notables touchent les automobiles, les métaux précieux et leurs alliages, les médicaments, les ordinateurs et les avions. En contrepartie, les 12 groupes en baisse comprennent, entre autres, les dérivés du pétrole et du charbon, le pétrole brut et les produits chimiques organiques.

Presse Canadienne

Fusions pétrolières en forte hausse

Les fusions et acquisitions dans le domaine de la production pétrolière ont atteint en 2005 la somme de 160 milliards US, un niveau pas atteint depuis la fin des années 90, selon les calculs rendus publics hier par le cabinet spécialisé Harrison Lovegrove. Ce nombre est la somme des 290 fusions et acquisitions annoncées dans le secteur de la production pétrolière, dont les têtes d'affiche ont été l'acquisition de Burlington par ConocoPhilips et celle d'Unocal par Chevron. Le montant de la première, en décembre 2005, était d'environ 36 milliards US, celui de la seconde, en août 2005, de près de 20 milliards. Selon Harrison Lovegrove, il faut remonter « aux mégafusions de la fin des années 90 », qui avaient vu par exemple la naissance du géant ExxonMobil et le rachat de Petro-Canada par Total, pour trouver un montant comparable sur une année. Les transactions entre sociétés présentes seulement en Amérique du Nord ont augmenté en valeur de 30 % en un an, à 48,4 milliards US, mais ne représentent que 30 % des transactions mondiales, contre 38 % en moyenne ces cinq dernières années. Les transactions impliquant des sociétés présentes dans plusieurs pays, comme les deux plus importantes de l'année, ont atteint 68,4 milliards US, soit 43 % du total.

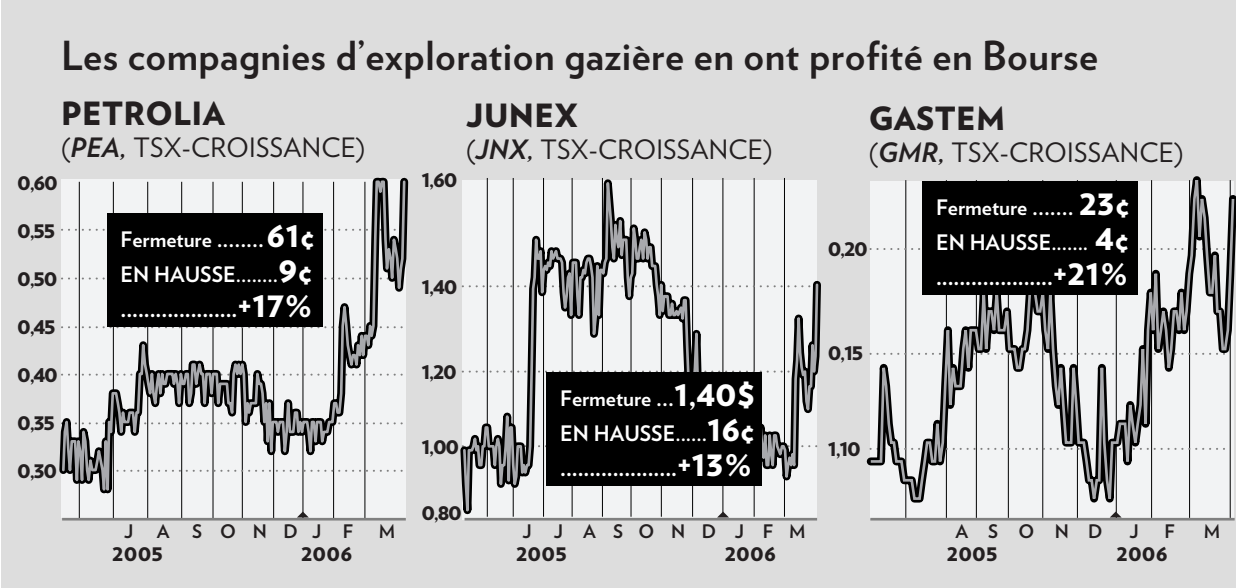
Agence France-Presse

Du pétrole de qualité en Gaspésie

MICHEL MUNGER
LAPRESSEAFFAIRES.COM
COLLABORATION SPÉCIALE

Les sociétés d'exploration Junex, Pétrolia et Gastem ont complété des essais préliminaires au puits Haldiman numéro 1 en Gaspésie, et y ont trouvé 156 barils de pétrole. La meilleure zone saturée en hydrocarbures testée est située entre 950,5 m et 1090 m dans des grès dévoniens. Une série de perforation de 23,5 m ont permis recueillir les barils en 70 heures. « Les résultats des essais préliminaires nous incitent à installer une pompe afin de tester la zone sur une période prolongée et de déterminer ainsi la capacité de production stabilisée du puits », ont indiqué les trois sociétés dans un communiqué conjoint.

« Il est très intéressant de noter que les diagraphies et les essais ont permis de démontrer la présence de trois zones réservoir dans le puits Haldiman numéro 1, poursuit le communiqué. Deux de ces zones réservoir con-



tiennent de l'eau salée et l'autre contient du pétrole léger. » Selon les trois sociétés, il pourrait s'agir d'un développement important en Gaspésie, car c'est la première fois que des réserves d'une telle qualité sont trouvées. Jusqu'ici, le puits a été foré

jusqu'à 1434 mètres de profondeur, avec une présence de pétrole (72 barils) et de gaz naturel tout au long du forage. Quatre zones ont été testées au total. Junex, de Québec, détient une participation de 45 % dans le projet et agit comme opérateur

des travaux. Pétrolia, de Rimouski, détient aussi 45 % et Gastem y participe à hauteur de 10 %. Les titres des trois sociétés ont enregistré d'importants gains hier à la Bourse de croissance TSX (voir graphiques ci-dessus).

Priszm a vu trop grand, trop vite

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le fonds de revenu Priszm, qui exploite 479 restaurants portant les bannières KFC, Taco Bell, Pizza Hut et Long John Silver dans sept provinces canadiennes, a vu ses profits fondre de 30 % en 2005.

« Honnêtement, nous avons tenté de faire trop de choses trop ra-

pidement », a déclaré hier son chef de la direction, John Bitove. Priszm a fait part d'un bénéfice net de 12,4 millions de dollars, ou 60 cents par part, pour l'exercice 2005, en baisse par rapport aux profits de 17,8 millions, ou 86 cents par action, pour 2004. Les revenus ont progressé d'un maigre 2,2 %, passant de 474 millions en 2004 à 484,5 millions en

Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société Financière Manuvie et à l'assemblée annuelle des titulaires de contrats et de l'actionnaire de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers

AVIS EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société Financière Manuvie (la « Société ») et l'assemblée annuelle des titulaires de contrats et de l'actionnaire de La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers (« Manufacturers ») (ensemble l'« assemblée ») auront lieu à 11 heures (heure de l'Est) le jeudi 4 mai 2006 au salon International du siège social de la Financière Manuvie, 200 Bloor Street East, Toronto (Ontario), Canada.

Les points suivants seront à l'ordre du jour :

- recevoir les états financiers consolidés de la Société et de Manufacturers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2005, ainsi que les rapports des vérificateurs et de l'actuaire y afférents;
- élire les administrateurs de la Société et de Manufacturers;
- désigner les vérificateurs de la Société et de Manufacturers pour 2006; et
- traiter toute autre question qui peut être dûment soumise à l'assemblée ou à toute reprise de celle-ci en cas d'ajournement.

Les actionnaires et les titulaires de contrats qui ne peuvent pas assister en personne à l'assemblée peuvent voter par procuration. Pour que les procurations soient valides, la Compagnie Trust CIBC Mellon doit les recevoir à son bureau de Toronto au plus tard à 17 heures (heure de l'Est) le mardi 2 mai 2006 ou, en cas d'ajournement de l'assemblée, au plus tard à 17 heures (heure de l'Est) deux jours ouvrables avant la date de la reprise de l'assemblée. Les titulaires de contrats de Manufacturers qui souhaitent recevoir un avis de convocation contenant plus de précisions sur les points à l'ordre du jour de l'assemblée peuvent s'adresser à la secrétaire générale de Manufacturers, 200 Bloor Street East, Toronto (Ontario), Canada M4W 1E5.

30 mars 2006
Toronto

Par ordre du conseil d'administration
Angela K. Shaffer
Secrétaire générale

 Financière Manuvie

3393109A



Centre de
Recherche du
CHU Sainte-Justine
Le centre hospitalier
universitaire mère-enfant

Pour l'amour des enfants

Université
de Montréal

Un scientifique de
premier plan à la tête du
Centre de recherche
du CHU Sainte-Justine

Le CHU Sainte-Justine vient de nommer à la tête de son Centre de recherche le docteur Guy A. Rouleau, médecin et chercheur dans le domaine de la neurogénétique.

Un scientifique d'envergure

Diplômé de l'Université Harvard, le docteur Rouleau dirige les activités du Centre d'études des maladies du cerveau de même que le Réseau de médecine génétique appliquée. Auteur et co-auteur de plus de 300 publications, il est également titulaire de la Chaire de recherche du Canada en génétique du système nerveux.

Un mandat à portée internationale

Le Dr Rouleau s'est vu confier le mandat de consolider les activités de recherche afin d'en faire des pôles d'excellence. Il a également la responsabilité d'intensifier le recrutement de chercheurs dont l'expertise est reconnue sur le plan international et d'optimiser la collaboration entre les chercheurs du CHU Sainte-Justine et leurs collègues de partout dans le monde afin d'arriver à une plus grande compréhension des problèmes de santé affectant les mères et les enfants.

« À l'aube de son centenaire, Sainte-Justine s'engage dans un projet de construction majeur, doublé d'un programme clinique et scientifique avant-gardiste. Ceci nous donne une occasion extraordinaire de galvaniser notre équipe pour la conduire à inventer littéralement la médecine du 21^e siècle. »

Guy A. Rouleau



www.chu-sainte-justine.org
www.recherche-sainte-justine.org

3392482A

PLUS DE MARCHÉS CONCLUS.
MOINS DE TEMPS PERDU.
PASSES MULTIVOLS

LES NOUVELLES PASSES PME D'AIR CANADA. En une seule transaction, achetez un forfait de crédits de vol aller simple pour combler vos besoins en matière de voyage à l'étendue du continent. La Passe PME, dont peuvent profiter jusqu'à huit employés, procure aux petites et moyennes entreprises une grande flexibilité, la possibilité d'anticiper leurs coûts, des rapports d'activités détaillés, et une vision précise de la direction que prennent leurs affaires. Peu importe vos besoins, obtenez la passe qui vous convient auprès de votre agent de voyages ou en ligne.

C'est la révolution. Embarquez.

aircanada.com



la réservation à modifier ou à annuler, puis effectuez les modifications.

Latitudes. Toute l'information concernant votre passe multivol est enregistrée dans la section « Ma passe », accessible

Latitudes. Ainsi, votre entreprise peut choisir le tarif qui répond le mieux à ses besoins.

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

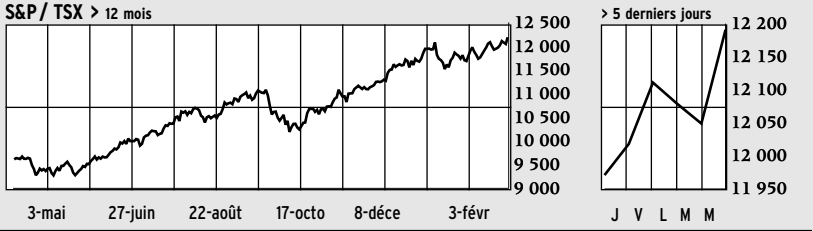
LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	4,74	0,13	2,82	1,72	2 086	6,33	3,48
▼ ACE Aviation (ACE.RV)	✓	34,04	-0,36	-1,05	-3,68	3 465	40,02	28,13
▲ Addenda Capital (ADV)		29,33	0,32	1,10	-6,74	345	33,00	25,10
Aeterna (AEZ)		7,37	0,04	0,55	24,92	391	7,72	4,85
▲ Alcan (AL)	✓	54,59	1,74	3,29	14,30	20 351	59,25	34,86
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	25,89	-0,04	-0,15	10,64	5 373	26,93	15,91
▲ Astral Media (ACM.NV.A)		33,80	0,50	1,50	10,31	1 818	34,50	29,38
▲ Axcan Pharma (AXP)		15,57	0,23	1,50	-11,64	711	21,85	12,10
Banque de Montréal (BMO)	✓	65,98	0,33	0,50	1,51	33 167	70,24	53,96
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	32,97	-0,02	-0,06	-3,17	778	36,72	25,65
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	64,71	0,05	0,08	7,28	10 660	65,84	51,40
Banque Royale du Canada (RY)	✓	50,15	0,04	0,08	10,45	64 757	51,49	36,04
▲ BCE (BCE)	✓	28,45	0,30	1,07	2,08	26 382	33,00	26,45
▲ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	3,22	0,54	20,15	16,67	5 637	3,66	2,28
▲ Cambior (CBJ)		3,72	0,13	3,62	14,46	1 022	3,75	1,94
▲ Cascades (CAS)		11,52	0,16	1,41	14,63	931	13,15	7,35
CN (CNR)	✓	53,13	-0,09	-0,17	14,09	28 580	55,95	35,03
Cogeco (CGO.SV)	✓	27,50	0,00	0,00	14,58	455	29,85	21,01
▲ Conjuchem (CJC)		1,35	0,07	5,47	23,85	64	4,20	0,51
Corporation Financière Power (PWF)	✓	35,21	-0,04	-0,11	5,42	24 816	35,50	30,26
▲ Domtar (DTC)	✓	7,90	0,15	1,94	17,74	1 825	10,95	4,70
▲ Emergis (EME)		4,98	0,06	1,22	21,46	465	5,45	2,52
▲ Garda (GW)		23,40	0,26	1,12	54,76	594	24,45	7,80
▼ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	7,93	-0,54	-6,38	-14,73	2 626	9,94	6,59
▼ Groupe Canam (CAM/SV.A)		10,35	-0,14	-1,34	46,60	439	10,80	5,80

▲▼ > Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / **Caractère gras** > Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / **IQ 30** > Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / **M \$** > Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE		VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
12 063,17	12 195,47	12 048,79	12 190,58		1,18%	29,75%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 761	GAINS	917	PERTES	619	INCHANGÉES	225
52 semaines	HAUT	BAS	Volume		HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	12 195,47	9 246,28	(millions)		355	356		

SOUS-INDICES					
	FERMETURE	VARIATION		FERMETURE	VARIATION
Services financiers	199,53	0,86	Prod. consom. discr.	108,41	0,97
Matériaux de base	216,57	5,35	Services de télécom.	79,46	0,08
Energie	356,43	5,00	Prod. consom. de base	187,56	0,79
Produits industriels	94,90	1,25	Service publics	193,34	2,26
Tech. de l'information	29,85	0,64	Soins de santé	56,58	0,53

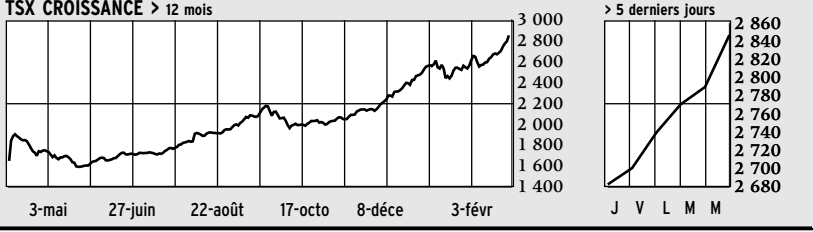
AUTRES INDICES CANADIENS				FERMETURE				VAR.				VAR. (%)			
S&P / TSX 60	688,07	9,95	1,47	S&P / TSX Moyen. Cap.	836,44	1,58	0,19								
S&P / TSX Petites cap.	735,86	5,72	0,78	DJ Can. Titans (40)	1 767,84	23,41	1,32								

LES 10 PLUS ACTIFS				VOLUME				CLÔT. (\$)				VAR. (%)			
BOMBARDIER INC /B	33810259	3,22	0,54	ADASTRA MINERALS	4076736	2,73	-0,06								
IVANHOE MINES LTD	6455638	10,28	-0,43	BEMA GOLD CORP	4061983	5,19	0,20								
NORTEL NETWORKS	6342327	3,45	0,09	ENCANA CORP	3281227	56,38	1,41								
UTS ENERGY CORP	5497131	6,92	0,25	GABRIEL RESOURCES	3166622	2,41	0,00								
EUROZINC MINING	4229142	1,98	0,02	COM DEV INTERN.	3098359	3,67	0,32								

TITRES GAGNANTS EN %				TITRES GAGNANTS EN \$			
VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
HELIIX BIOPHARMA C	28400	2,85	21,28	POTASH CORP OF SA	455994	101,19	4,68
BOMBARDIER INC /B	33810259	3,22	20,15	IPSCO INC	105115	124,77	3,72
ATNA RESOURCES	865523	2,41	19,90	ROYAL GOLD INC	11009	42,76	2,86
BOMBARDIER INC-A	500178	3,22	19,70	RESEARCH IN MOTIO	420138	99,03	2,78
UR-ENERGY INC	1983235	2,28	12,87	CENTERRA GOLD INC	260253	37,50	2,65

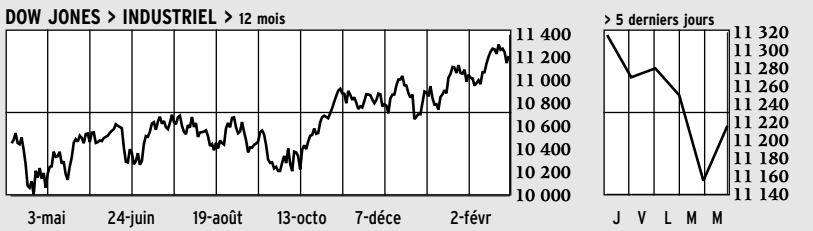
TITRES PERDANTS EN %				TITRES PERDANTS EN \$			
VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)		VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	
RAND A TECHNOLOGY	1564405	2,00	-14,16	IGM FINANCIAL INC	910527	48,55	-1,36
ZI CORPORATION	70029	2,06	-7,62	ASPREVA PHARMAC.	2066	30,30	-1,35
HYDROGENICS CORPO	115764	3,73	-6,75	FAIRFAX FINANCIAL	29041	134,75	-0,95
GUEST-TEK INTERAC	2820	5,11	-6,58	TECK COMINCO /A	3773	77,50	-0,90
CGI GROUP INC	2678066	7,93	-6,38	STELLA-JONES INC	28893	17,00	-0,90

BOURSE DE CROISSANCE TSX



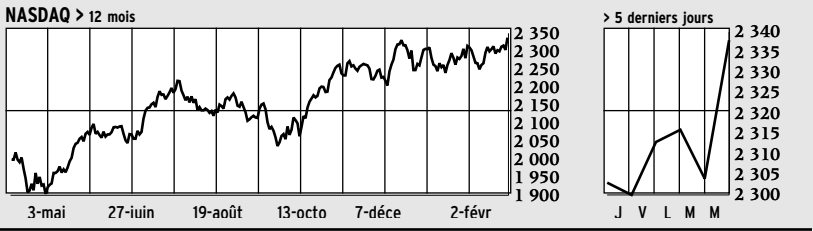
HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS		FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
2 800,75	2 848,12	2 790,15		2 847,43	2,05%	53,43%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		1 382	GAINS	649	PERTES	439	INCHANGÉES	294
52 semaines	HAUT	BAS		Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 848,12	1 587,51		(millions)	236	190		

NEW YORK



HIER								
OUVERTURE	HAUT		BAS		FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
11 154,94	11 244,35		11 154,94		11 215,70	0,55%	7,78%	
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 499	GAINS	2 374	PERTES	984	INCHANGÉES	141
52 semaines	HAUT	BAS		Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	11 334,96	10 000,46		(millions)	2 144	2 149		

NASDAQ



HIER								
OUVERTURE	HAUT	BAS		FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN		
2 309,73	2 344,67	2 308,41		2 337,78	1,45%	18,44%		
ACTIONS NÉGOCIÉES		3 307	GAINS	2 221	PERTES	848	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS		Volume	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 344,67	1 889,83		(millions)	2 430	2 035		

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)		FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNÉE (%)
Abcoust Mines Inc -CI B (ABI)	0,79	0,01	1,28	0	187,27	Isacsoft Inc-A (ISF)	0,14	0,00	0,00	258 915	12,50
Abitex Resources Inc (ABE)	0,27	0,00	0,00	300	8,00	Junex Inc (JNX)	1,40	0,16	12,90	159 300	37,26
Advitech Inc (AVI)	0,10	0,00	0,00	0	25,00	Kwg Resources Inc (KWG)	0,07	-0,01	-6,67	197 000	55,56
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,13	-0,01	-3,85	207 000	38,89	Kangaroo Media Inc (KTV)	1,35	0,05	3,85	0	12,50
Aldeavision Inc (ALD)	0,07	0,00	0,00	0	85,71	Loubel Exploration Inc (LBX)	0,03	0,00	0,00	0	-16,67
Amadeus International Inc (AML)	0,11	0,00	0,00	0	0,00	Louven Mines Inc (LOV)	0,37	0,00	0,00	0	-35,09
Andromed Inc (AD)	0,12	-0,01	-4,17	275 500	15,00	Lytech Inc CI A (LYT)	0,21	-0,03	-10,64	78 000	-4,55
Antoro Resources Inc (ORE)	0,15	0,03	26,09	0	163,64	Matamec Explorations Inc (MAT)	0,16	0,01	6,67	419 000	60,00
Appalaches Resources Inc (APP)	0,08	0,01	7,14	9 000	15,39	Melkior Resources Inc (MKR)	0,18	0,01	2,94	110 000	133,33
Artquest Internatl Alliances (AQ/SV/B)	0,01	0,00	0,00	0	-33,33	Metanor Resources Inc (MTO)	0,78	0,00	0,00	5 000	34,48
Azimut Exploration Inc (AZM)	1,66	0,01	0,61	0	13,70	Metco Resources Inc (MKO)	0,14	0,00	0,00	0	80,00
Bell Canada International (BI/H)	6,30	0,01	0,16	0	1,61	Miranda Technologies Inc (MT)	18,60	0,43	2,37	0	36,77
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,14	0,01	8,00	168 500	35,00	Mistral Pharma Inc (MIP)	0,06	0,01	9,09	0	71,43
Bioenvelop Technologies Corp (BIE)	0,13	0,00	0,00	0	-35,90	Medical Intelligence Technol (MIZ)	0,60	0,00	0,00	21 800	-11,77
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,11	-0,01	-4,55	20 000	10,53	Mty Food Group Inc (MTY)	5,10	-0,25	-4,67	0	32,47
Biosyntech Inc (BSY)	0,45	0,01	2,27	0	-13,46	Murgor Resources Inc (MUG)	0,15	0,00	0,00	0	7,41
Bioxel Pharma Inc (BIP)	0,40	0,00	0,00	3 500	23,08	Nomec Exploration Inc (NME)	0,39	0,05	13,04	22 910	1,30
Branchez-Vous Inc (BVZ)	0,16	0,00	0,00	0	-22,50	Neptune Tech&Bioresources I (NTB)	1,82	-0,04	-2,15	123 800	51,67
Canadian Royalties Inc (CZZ)	1,38	-0,04	-2,82	0	9,52	Nornabec Mining Res Ltd (NMB)	0,26	0,01	1,96	0	246,67
Capital Pro-Egaur Inc (CPE)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	Novoke International Inc (EKO)	0,37	-0,05	-12,05	0	-15,12
Ced-Or Corp (COQ)	0,03	0,00	0,00	0	-14,29	Nstein Technologies Inc (EIM)	0,11	0,00	0,00	0	-25,00
Clemex Tech Inc -A Shrs (CXG/A)	0,38	0,03	8,57	0	31,03	Nti Newmerical Inc (CFD)	0,08	0,00	0,00	0	15,39
Co2 Solution Inc (CST)	0,31	-0,08	-20,51	0	-48,33	OmniTech Consultant Group In (GCO)	0,49	0,00	0,00	75 920	-10,91
Comporec Inc (CNP)	0,28	0,00	0,00	0	3,70	Orex Exploration Inc (OX)	0,18	-0,01	-2,70	93 500	-38,98
Cpl Technologies Inc (CCY)	0,08	0,00	0,00	30 000	0,00	Orthosoft Inc (OSH)	0,42	0,00	0,00	0	7,69
D'Arianne Resources Inc (DAR)	0,28	0,01	3,70	106 477	93,10	Osisko Exploration Ltd (OSK)	3,40	0,00	0,00	0	119,36
D-Box Technologies Inc (DBO/A)	0,22	0,00	0,00	0	10,00	Perlite Canada Inc (PCI)	0,19	0,00	0,00	0	35,71
Deq Systems Corp (DEQ)	0,51	0,00	0,00	0	15,91	Pershimco Resources Inc (PRO)	0,25	-0,01	-1,96	177 000	66,67
Dia Bras Exploration Inc (DIB)	0,57	0,02	3,64	516 222	137,50	Petrolia Inc (PEA)	0,61	0,09	17,31	746 450	74,29
Diagnos Inc (ADK)	0,22	0,01	2,33	0	18,92	Plexmar Resources Inc (PLE)	0,19	-0,01	-2,56	985 200	245,46
Dianor Resources Inc (DOR)	1,95	0,15	8,33	1 334 871	236,21	Pro-Or Mining Resources Inc (POI)	0,75	0,05	7,14	1 500	19,05
Dios Exploration Inc (DOS)	0,28	0,00	0,00	0	12,00	Pro-Veinor Resources Inc (PRV)	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Ditem Explorations Inc (DIT)	0,30	0,10	50,00	0	233,33	Puma Exploration Inc (PUM)	0,19	0,02	11,77	19 000	5,56
Divcom Lighting Inc (DVQ)	0,40	0,01	2,56	17 000	2,56	Radisson Mining Resources (RDS)	0,32	-0,02	-4,55	60 660	5,00
Dynacor Mines Inc (DYN)	0,42	0,01	1,21	0	78,72	Raymor Industries Inc (RAR)	0,76	-0,01	-1,30	173 491	55,10
Dynasty Gaming Inc (DNY)	1,04	-0,06	-5,46	347 886	57,58	Resources Majescor Inc (MAJ)	0,14	-0,02	-9,68	0	-17,65
Ecu Silver Mining Inc (ECU)	1,42	0,01	0,71	763 406	222,73	Robex Resources Inc (RBX)	0,23	0,00	0,00	0	0,00
Exceltech Aerospace Inc (XL)	0,23	0,02	9,52	7 000	-8,00	Rocmec Mining Inc (RMI)	0,27	0,03	12,50	130 086	42,11
Exploration Orbitre Vspa Inc (ORT/A)	0,08	0,00	0,00	0	14,29	Rocrest Ltd (RTT)	2,50	0,00	0,00	4 000	6,38
Fieldex Exploration Inc (FLX)	0,80	0,03	3,90	0	90,48	Rolland Virtual Business Sys (VBS)	0,44	0,06	16,00	33 000	35,94
Forest Gate Resources Inc (FGT)	0,27	0,00	0,00	0	-36,15	Searchgold Resources Inc (RSG)	0,15	-0,01	-3,33	467 130	61,11
Fortsum Business Solutions (FRT)	0,54	0,00	0,00	0	-3,57	Sirios Resources Inc (SOI)	0,23	-0,02	-6,25	20 000	18,42
Freewest Resources Canada (FRW)	0,21	0,01	5,00	0	31,25	Sonomax Hearing Healthcare (SHH)	0,25	0,02	6,52	44 000	8,89
Frv Media Inc-CI A (FRV)	0,25	0,04	16,67	4 000	0,00	South-Malartic Exploration (MSU)	0,22	0,01	2,33	205 000	25,71
Genomics One Corporation (GNX)	0,12	0,00	0,00	0	-4,00	Sportscene Group Inc (SPS/A)	13,50	0,00	0,00	0	28,57
Gold Hawk Resources Inc (CGK)	0,38	0,00	0,00	106 000	85,37	Strateco Resources Inc (RSC)	0,60	0,07	13,21	1 996 481	224,32
Golden Goose Resources Inc (GGR)	0,92	0,04	4,55	0	130,00	Syscan International Inc (SYA)	0,40	-0,05	-11,11	32 800	70,21
Golden Tag Resources (GOG)	0,28	0,03	12,00	0	86,67	Tom Exploration Inc (TUM)	0,30	0,00	0,00	11 100	5,26
Golden Valley Mines Ltd (GZZ)	0,36	0,02	5,88	0	28,57	Tor Canada Inc (TOR)	0,95	-0,01	-1,04	313 700	66,67
H20 Innovation (2000) Inc (HEO)	1,06	0,03	2,91	1 500	0,95	Typhoon Exploration Inc (TOO)	0,54	0,06	11,34	712 340	92,86
Hinterland Metals Inc (HMI)	0,14	0,00	0,00	48 000	80,00	Vantex Resources Ltd (VTX)	0,19	0,01	5,56	10 000	18,75
Honeybee Technology Inc (HBT)	0,11	0,00	0,00	0	5,00	Vigil Locating Systems Corp (VIG)	0,08	-0,01	-11,11	149 000	60,00
Imaflex Inc (IFX/A)	1,20	-0,02	-1,64	6 000	9,09	Vior Exploration Inc (VIO)	0,28	-0,01	-1,75	30 000	40,00

LA PRESSE AFFAIRES

LPA50: une entreprise sur deux surpasse les attentes



RÉJEAN BOURDEAU

FIN DE SÉANCE

Les entreprises canadiennes ont fait de bonnes affaires au cours des mois de novembre à janvier et les profits ont été au rendez-vous.

Pas moins de 54 % des entreprises du LPA 50 ont surpassé les attentes des analystes lors de la publication des bénéfices du dernier trimestre, selon une étude menée par Scotia Capitaux.

Cette analyse a été faite à partir du classement regroupant les 50 sociétés boursières présentées quotidiennement dans *La Presse Affaires*.

Entre les mois d'août à octobre, seulement une entreprise sur trois (33 %) avaient dépassé les prévisions.

« Il faut dire que les derniers chiffres reflètent probablement une baisse des attentes en raison de la hausse des prix de l'énergie et des craintes d'un ralentissement économique », précise Vincent Delisle.

Malgré tout, le stratège remarque qu'il s'agit « d'un autre » bon trimestre pour les entreprises canadiennes en général.

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

1	Bombardier (<i>BBD.SV.B</i>)
2	CGI Group (<i>GIB.SV.A</i>)
3	DiagnoCure (<i>CUR</i>)
4	Tembec (<i>TBC</i>)
5	Theratechnologies (<i>TH</i>)
6	Tim Hortons (<i>THI</i>)
7	Groupe Jean Coutu (<i>PJC.SV.A</i>)
8	Junex (<i>JNX</i>)
9	AirIQ (<i>IQ</i>)
10	Nortel (<i>NT</i>)

RÉSULTATS FINANCIERS

		Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.
AGF Management Ltd. (AGF.NV.B / TSX)	28 fév. - 1 ^{er} trim.	169 175	145 588	16	24 086	21 177	14	0.27	0.23
Banques/Services fin., Ontario									
Bombardier Inc. (BBD.SV.B / TSX)	31 jan. - 4 ^e trim.	4 035 000	4 725 000	-15	86 000	56 000	54	0.05	0.03
Aérospatiale/Défense, Québec	12 mois	14 726M	15 546M	-5	249 000	(85 000)	—	0.13	(0.06)
La Senza Corp. (LSZ.SV / TSX)	28 jan. - 4 ^e trim.	133 353	115 426	16	11 295	6 778	67	0.82	0.50
Détail, Québec	12 mois	410 852	354 910	16	17 737	81	21798	1.30	0.01
Power Corp. of Canada (POW.SV / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	7 250 000	6 387 000	14	285 000	232 000	23	0.61	0.51
Banques/Services fin., Québec	12 mois	26 613M	24 343M	91	053 000	949 000	11	2.28	2.07
Power Financial Corp. (PWF / TSX)	31 déc. - 4 ^e trim.	7 106 000	6 269 000	13	441 000	400 000	10	0.60	0.55
Banques/Services fin., Québec	12 mois	26 136M	23 922M	91	661 000	1 543 000	8	2.28	2.12

TAUX D'INTÉRÊT

TAUX D'INTÉRÊT

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES									
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
BMO Banque de Montréal	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.05	7.79	5.35	7.50	5.15	5.20	5.59	5.54	5.74
Banque Scotia	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	4.75	7.85	5.90	7.95	6.05	6.15	6.20	6.25	6.45
CIBC	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	—	—	—	—	—	—	—	—	—
CIBC Mortgages	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	5.13	8.10	6.50	8.00	5.85	5.95	6.10	6.20	6.45
Caisses Desjardins	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	—	7.65	5.95	7.95	6.05	6.10	6.20	6.25	6.45
Bque Patrimoine Dundee	5,000	3.40	3.55	3.60	3.60	1,000	3.96	4.10	4.20	4.25	4.30	4.70	—	5.45	—	4.90	4.99	5.00	5.05	5.04
La Banque HSBC Canada	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	3.05	3.10	3.15	3.35	5.25	7.66	5.70	8.00	5.85	6.00	6.10	6.20	6.45
ING Direct	1	—	3.50	—	3.60	1	r3.85	r3.90	r3.95	r4.05	r4.10	4.70	—	—	—	4.95	—	5.10	—	5.10
Banque Laurentienne	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.00	7.85	5.90	8.20	6.05	6.10	5.44	6.20	6.45
Banque Manuvie	25,000	3.05	3.10	3.10	3.35	5,000	3.90	4.05	4.15	4.20	4.25	5.50	—	5.65	6.30	5.25	5.30	5.35	5.40	5.50
NBG Bank	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.00	7.85	5.90	7.95	6.05	6.15	5.20	5.25	5.45
B. Nationale du Canada	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.50	7.85	6.05	8.20	6.05	6.10	6.20	6.25	6.45
Banque Royale	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	500	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.50	7.85	6.05	8.20	6.05	6.10	6.20	6.20	6.45
TD Canada Trust	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	5.25	—	5.70	8.00	6.10	6.15	6.20	6.25	6.45
Ubiquity Bank of Canada	0	—	—	—	—	1,000	3.75	3.85	3.95	4.00	4.10	—	7.50	4.95	7.50	4.95	5.00	5.00	5.05	5.10
FIDUCIES																				
Altamira	5,000	—	—	—	3.55	1,000	3.95	4.05	4.15	4.20	4.30	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cervus Financial Corp.	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	4.45	—	—	—	5.15	—	5.15	—	5.15
Fiducie Desjardins	5,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	—	—	—	—	—	—	—	—	—
GMAC Residential Funding	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	4.92	—	—	—	—	—	5.05	—	5.09
Groupe Investors	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	4.50	8.00	5.95	8.10	5.85	5.95	6.15	6.20	6.45
Trust La Laurentienne	3,000	1.70	1.80	1.80	1.90	1,000	2.75	2.95	3.00	3.05	3.25	—	—	—	—	—	—	—	—	—
London Life	0	—	—	—	—	10,000	3.25	3.12	3.38	3.50	3.62	4.50	8.00	5.95	8.10	5.85	5.95	6.15	6.20	6.45
MCAP Mortgage Corp	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	5.60	7.30	5.65	5.75	5.95	6.05	6.30
Promutuel Capital	5,000	1.75	1.80	1.85	1.95	1,000	3.20	3.20	3.25	3.40	3.50	—	—	6.00	7.95	5.85	5.95	6.05	6.10	5.35
Épargne Placement Québec	0	—	—	—	—	100	3.35	3.55	3.75	3.85	4.00	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex qui les ont transmis à *La Presse* hier à 17h. Les lecteurs peuvent en tout temps consulter les taux de Cannex sur internet à l'adresse suivante HTTP://WWW.CANNEX.COM. Les abréviations suivantes sont: « j. » = jour, « Min. » = placement minimum, « m. » = mois, « o. » = hypothèque ouverte, « f. » = hypothèque fermée, « r » = dépôts rachetables.

(1) Obligation à terme à taux fixe

RÉSULTATS FINANCIERS DU LPA 50

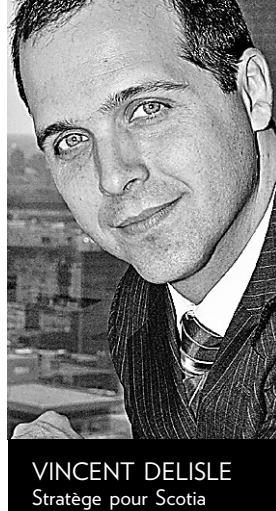
Résultats du 4^e trimestre vs prévisions des analystes

(Certaines compagnies rapportent en \$US)

Compagnies (échantillon de 19 entreprises)	Résultats trimestriels (BPA*)	Prévisions des analystes	Écart
Transat AT	13¢	-15¢	28¢
Alcan	65¢	56¢	9¢
Banque Royale	88¢	80¢	8¢
Banque Nationale	1,26\$	1,18\$	8¢
Cogeco	28¢	21¢	7¢
Cascades	1¢	-6¢	7¢
Industries Dorel	70¢	64¢	6¢
Astral Media	54¢	49¢	5¢
Emergis	6¢	1¢	5¢
Uniselect	72¢	67¢	5¢
Abitibi-Consol.	-12¢	-8¢	-4¢
Canam Manac	36¢	40¢	-4¢
Mega Bloks	61¢	66¢	-5¢
Saputo	43¢	56¢	-13¢
Quebecor	59¢	77¢	-18¢
Labopharm	-26¢	-4¢	-22¢
Tembec	-91¢	-66¢	-25¢
Quebecor World	20¢	51¢	-31¢
ACE Aviation	-1,02\$	-45¢	-57¢

* bénéfice par action

Source : Bloomberg et Scotia Capitaux



VINCENT DELISLE

Stratège pour Scotia Capitaux

PLUS : croissance dynamique des profits en 2005

MOINS : cette cadence est presque impossible à maintenir au cours des prochains mois.

PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE®

Vincent Delisle s'attend à un es-soufflement des profits des entreprises au cours des prochains trimestres.

Il faut dire que les bénéfices des sociétés canadiennes ont grimpé de 25 % l'an dernier. Aux États-Unis, ils ont progressé de 25 %.

« Malgré la hausse du huard et l'augmentation des coûts de l'énergie et des matières premières, la croissance de l'économie canadienne au-delà de sa moyenne historique a sauvé la mise », dit-il.

Par contre, ajoute-t-il, cette cadence sera difficile à maintenir.

Pour cette raison, il pense que les profits canadiens vont s'établir

à 18 % cette année. « Le ralentissement se fera sentir dans la deuxième moitié de l'année, souligne-t-il. Par la suite, je n'attends aucune croissance en 2007. »

Du côté américain, le stratège prévoit une progression des profits de 10 % cette année et de 3 % à 5 % pour l'an prochain.

Pour 2006, il conserve sa cible de 1400 points pour l'indice boursier américain S&P 500, mais il augmente celle sur S&P/TSX de la Bourse de Toronto, de 11 500 à 12 250 points.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : rejean.bourdeau@lapresse.ca

EN BREF

Richelieu en hausse partout

Le distributeur de produits de quincaillerie Richelieu a fait part, hier, d'un bénéfice net de 5,36 millions à son premier trimestre clos le 31 janvier, comparé à 4,87 millions un an plus tôt. Le chiffre d'affaires augmentait également, à 82,7 millions, contre 76 millions à pareille date en 2005. L'entreprise installée à Montréal se dit spécialement satisfaite de cette « solide croissance » des trois mois car, il y a un an, Richelieu affichait déjà « une très forte progression des ventes ». Cette fois, des acquisitions ont influé à la hausse sur le bilan, notamment celle d'Atlantic Countertops, en Nouvelle-Écosse, complétée le 5 décembre, et qui a contribué aux résultats durant 11 semaines du trimestre. Les activités de distribution affichaient un chiffre d'affaires trimestriel de 79,2 millions, en hausse de 9,8 % en écart annuel. Richelieu est aussi implanté aux États-Unis, où les ventes de distribution ont grimpé de 26,5 % en écart annuel, avec une rentabilité qui est « en progression constante », a ajouté le président, Richard Lord. Hier, le titre de Richelieu a pris 26 cents ou 1,2 % à 21,50 \$ à Toronto. Presse Canadienne

Forte hausse des profits de La Senza

Le détaillant de lingerie La Senza a fait part, hier, d'un bénéfice net de 17,7 millions de dollars pour le dernier exercice échu le 28 janvier, en forte hausse par rapport aux profits de 81 000 \$ pour l'exercice précédent. Le bénéfice par action s'est établi à 1,30 \$, alors qu'il n'était que de 1 cent à l'exercice précédent. À la lumière de ces résultats, le conseil d'administration de La Senza a décidé d'augmenter de 25 % le dividende trimestriel, qui passe de 16 à 20 cents l'action. Si l'on exclut les pertes découlant de la fermeture des boutiques aux États-Unis, les profits de La Senza auraient atteint 19,7 millions, ou 1,44 \$ par action. Le chiffre d'affaires pour l'exercice a crû de 15,8 %, passant de 354,9 millions à 410,9 millions. Le titre de La Senza a gagné presque 10 %, à 21 \$ hier, à la Bourse de Toronto. Presse Canadienne

Baisse de revenus chez Theratechnologies

La baisse de ses revenus et la hausse de ses dépenses de recherche ont mené Theratechnologies à déclarer hier une perte de 5,4 millions pour son premier trimestre terminé le 28 février dernier. Dans un communiqué, la société spécialisée en endocrinologie a laissé savoir que cela correspondait à un montant de 15 cents par action. Ce résultat se compare à un bénéfice net de 9,3 millions ou 26 cents par action pour la période correspondante en 2005. À l'époque, la compagnie venait toutefois d'encaisser 14,6 millions pour la fin de sa collaboration avec AZLA Corporation. Ce gain exceptionnel avait haussé ses revenus à 15,1 millions. En comparaison, les produits ne se sont chiffrés qu'à 475 000 \$ au premier trimestre de 2006. Alors que son chiffre d'affaires fondait, Theratechnologies a augmenté ses frais de recherche et développement de 1,1 million, pour les porter à 4,3 millions. Dans un communiqué, la compagnie a expliqué que cette hausse était principalement liée aux essais cliniques du TH9507, un médicament contre la lipodystrophie, un problème métabolique associé au VIH. Presse Canadienne

L'ARGENT

Les courtiers londoniens ont baissé, mercredi, le prix de l'argent de (\$ - 0 3400) cents américains par rapport à l'ouverture de la veille.

Mercredi: \$11 1650
MONTREAL — Handy & Harman évaluait mercredi le prix de l'argent canadien à (\$ 13 310) (\$ + 0 228) l'once troy.

NEW YORK — Handy & Harman évaluait mercredi le prix de l'argent américain à (\$ 11 015) (\$ + 0 145) l'once troy.

LES MÉTAUX

MARCHE DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

comptant		1221,0-1221,5
3 mois		1225,0-1230,0
15 mois		1160,0-1165,0
ALUMINIUM		
comptant		2495,0-2496,0
3 mois		2526,0-2526,5
15 mois		2427,0-2432,0
NICKEL (dollars)		
comptant		15160,0-15165,0
3 mois		15220,0-15225,0
15 mois		14100,0-14200,0
ÉTAIN		
comptant		8150,0-8155,0
3 mois		8245,0-8250,0
15 mois		8300,0-8350,0
ZINC (qualité supérieure)		
comptant		2600,0-2601,0
3 mois		2594,0-2595,0
15 mois		2298,0-2300,0